

# Les nouveaux mouvements sociaux

## 1. Le pacifisme

*Jelle Leunis*

### 1.1. Bibliographie

- BAILLARGEON (C.) e.a. Et si on osait la paix? Le pacifisme en Belgique d’hier à aujourd’hui, in *Liège Museum. Bulletin des musées de la Ville de Liège*, novembre 2015 (en ligne via [www.ihoes.be/publications\\_en\\_ligne.php?action=trier&categorie=1&ordre=nonscan](http://www.ihoes.be/publications_en_ligne.php?action=trier&categorie=1&ordre=nonscan)).
- BOIJEN (R.). Het leger als smeltkroes van de natie?, in *CHTP*, 1997, 3, p. 55-70.
- BOYDENS (I.). Un mouvement pour la paix au cœur des tensions nationales et internationales: Pax Christi. Histoire de la branche francophone belge (1953-1975), in *RBHC*, 1994-1995, 3-4, p. 481-537.
- BURGGRAEVE (R.), DE TAVERNIER (J.), VANDEWEYER (L.), eds. *Van Rechtvaardige Oorlog naar Rechtvaardige Vrede. Katholieken tussen militarisme en pacifisme in historisch-theologisch perspectief*. Louvain, 1993.
- DE JONGHE (E.), HEIRMAN (M.). *Het oog van de naald: de katholieke vredesbeweging in een stroomversnelling*. Tielt, 1995.
- DIJKZEUL (D.), HERMAN (J.), eds. *Humanitaire Ruimte: tussen onpartijdigheid en politiek*. Gand, 2009.
- FRANSSSEN (J.), VANDEN WINKEL (R.). *Bang voor de bom. Vlamingen over hun koude oorlog*. Anvers, 2006.
- GÉRARD (A.). La dynamique du mouvement de paix en Belgique francophone, in *CH CRISP*, 1984, nrs. 1053-1054.
- HELLEMANS (S.), HOOGHE (M.), eds. *Van Mei ‘68 tot “Hand in Hand”. De geschiedenis van de nieuwe sociale bewegingen in België, 1965-1995*. Louvain, 1995.
- HEMMERIJCKX (R.). Bert van Hoorick: van flamingantisme naar communisme. Deel II, in *Wetenschappelijke Tijdingen*, 2003, 3, p. 163-176.
- LEHOUCK (F.). *Het antimilitarisme in België, 1830-1914*. Anvers, 1958.
- LUBELSKI-BERNARD (N.). Pacifisme et mouvements de paix au XIX<sup>e</sup> siècle, in *Cahiers marxistes*, 204, 1996-1997, p. 101-122.
- LUBELSKI-BERNARD (N.). Les mouvements de la Paix en Belgique (1945-1960), in VAÏSSE (M.), ed. *Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*. Bruxelles, 1993, p. 373-395.
- PROVOOST (G.). *De Vossen*. Bruxelles, 1979.
- PROVOOST (G.). *Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen*. Louvain, 1976-1977, 2 vol.

- STOUTHUYSEN (P.). *In de ban van de bom. De politisering van het Belgisch veiligheidsbeleid, 1945-1985*. Bruxelles, 1992.
- STOUTHUYSEN (P.). Oud en nieuw in één. De vredesbeweging als atypische sociale beweging, in *RBHC*, 2004, 3, p. 399-419.
- VAN DEN BEGIN (E.) *De vredesbeweging in Vlaanderen*. Anvers-Bruxelles, 1983.
- VANDEWEYER (L.). *De kater van de oorlog. Waarom de katholieken actief werden in de vredesbeweging*. Anvers, 1993.
- VANDEWEYER (L.). Pacifisme en Vlaamse Beweging, in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*. Tielt, 1998, p. 2375-2396.
- VAN EYGEN (E.). *Wegbereiders. Portretten van Vlaamse pacifisten*. Bruxelles, 1990.
- VAN GINDERACHTER (M.). *Het rode vaderland. De vergeten geschiedenis van de communautaire spanningen in het Belgisch socialisme voor WO I*. Tielt, 2005.
- VAN LAER (J.). Internationale coördinatie van wereldwijd protest en de impact van veranderende communicatietechnologieën, in WALGRAVE (S.), HOOGHE (M.), BENNETT (L.), STOLLE (D.), eds. *Politieke mobilisatie en nieuwe communicatietechnologie: een multilevel studie van de digital divide*. Bruxelles, 2011, p. 159-194.
- VERMANDERE (M.). Door gelijke drang bewogen? De socialistische partij en haar jeugdbeweging, 1886-1944, in *CHTP*, 2001, 8, p. 225-256.
- WALGRAVE (S.). *Nieuwe sociale bewegingen in Vlaanderen: een sociologische verkenning van de milieubeweging, de derde wereldbeweging en de vredesbeweging*. Louvain, 1994.

## 1.2. *Aperçu historique*

Le terme de pacifisme couvre tout un éventail d'organisations et de groupements qui aspirent tous à une société plus pacifique. Cette aspiration, qui dépasse les clivages sociaux traditionnels, réunit des groupements d'origines diverses. Le pacifisme comprend par conséquent un kaléidoscope d'organisations qui expriment la pensée pacifiste de diverses manières en fonction de leur idéologie et en adoptant des points de vue variés sur les méthodes les plus indiquées pour mener à bien leurs objectifs.

En ce qui concerne l'idéologie, il convient d'établir une distinction entre les organisations pacifistes d'inspiration politique, religieuse et humanitaire. Parmi les mouvements d'inspiration politique, les idées communistes et socialistes ont formé un terreau fertile pour la création des organisations pacifistes. Ces deux courants sont fondamentalement révolutionnaires car ils prônent un modèle social alternatif. Fidèles à la thèse de Marx selon laquelle le prolétariat n'a pas de patrie, ils se sont mobilisés contre la guerre entre États-nations, mais voulaient avant tout rassembler les travailleurs de toutes nations pour créer une société dépourvue de classes. Les organisations communistes et socialistes n'ont toutefois pas le monopole de l'action pacifiste d'inspiration politique. Le nationalisme cultivait lui aussi la pensée pacifiste, dans le but de parvenir à une société où règne la paix entre peuples autonomes.

Les organisations pacifistes religieuses, essentiellement d'inspiration chrétienne en Belgique, sont avant tout animées par les valeurs évangéliques et ne

cherchent pas tant à réformer la société qu'à diffuser les valeurs chrétiennes au sein des structures étatiques existantes.

Les organisations humanitaires s'emploient à alléger la souffrance humaine résultant de la guerre et de la violence et restent généralement neutres sur le plan politique. Le *Comité international de la Croix-Rouge*, par exemple, s'efforce non seulement de soigner les blessés, mais aussi de promouvoir le respect du droit international humanitaire. Paradoxalement, la Croix-Rouge a été critiquée sur cet aspect au motif que cela faciliterait la guerre. En soignant les soldats blessés, elle déchargerait en effet les États d'une partie de leurs responsabilités pour les souffrances causées.

En ce qui concerne la stratégie à suivre, il existe une différence d'approche au sein même des mouvements pacifistes entre, d'une part, les groupements pacifistes absolus et, d'autre part, les groupements pour qui l'utilisation de la violence peut se justifier dans certains cas pour garantir la paix ou la sécurité. Pour le premier groupe, c'est-à-dire le pacifisme au sens strict du terme, seules les méthodes non violentes sont permises pour mettre en place une société pacifique. Ce groupe comprend notamment les objecteurs de conscience qui s'opposent par principe au service militaire obligatoire. C'est le cas notamment de *War Resisters' International* qui possédait une branche belge appelée *Internationale van Oorlogstegenstanders* (IOT), transformée plus tard en *Forum voor Vredesactie en Vredesactie* et en *Mouvement international de Réconciliation – Internationale des Résistants à la Guerre* (MIR / IRG) du côté francophone. Le deuxième groupe, quant à lui, s'inscrit dans la tradition de la doctrine de la guerre juste qui part du principe que l'usage de la force est acceptable dans certaines conditions strictement définies afin de prévenir des violences plus graves. C'est pourquoi certaines interventions humanitaires ont pu être soutenues par une partie du mouvement pacifiste.

Selon leur idéologie et leur stratégie, les organisations pacifistes optent pour des méthodes différentes. Certaines concentrent leur attention sur les affaires politiques intérieures et entendent ainsi influencer la politique étrangère de leur pays en faveur de la paix. D'autres s'efforcent d'élaborer et d'imposer des restrictions fondées sur le droit international à l'emploi de la force. D'autres encore visent l'éducation à la paix et la dénonciation des inégalités structurelles en vue de supprimer les causes des violences de guerre.

L'histoire du pacifisme s'entend en grande partie comme une réaction aux enjeux sociaux changeants qui menacent la coexistence pacifique. À l'origine, il s'agissait surtout de guerres entre États souverains. La naissance du pacifisme moderne est souvent associée aux actions d'Henri Dunant qui a coordonné une action d'aide à l'issue de la bataille de Solferino en 1859 sous l'égide de la Suisse neutre afin de soigner les soldats blessés des deux camps. En 1863, Dunant comptait parmi les cinq membres fondateurs de ce qui deviendrait plus tard le Comité international de la Croix-Rouge. La section belge de l'organisation a quant à elle été créée en 1855. Aujourd'hui encore, le Comité international de la Croix-Rouge poursuit un double objectif : d'une part, il prend en charge les blessés des conflits et des catastrophes sans prendre parti et, d'autre part, il promeut le respect des règles de droit international.

La Première Guerre mondiale a marqué un deuxième jalon dans le développement du pacifisme. Au niveau national, de nombreuses organisations pacifistes

se sont formées dans le cadre de la lutte pour l'émancipation flamande. Avant la guerre déjà, un courant antimilitariste existait au sein du Mouvement flamand, animé principalement par le refus de servir un État qui faisait des Flamands des citoyens de seconde zone. Les expériences pendant la guerre n'ont fait que renforcer cette conviction. La pensée pacifiste était par ailleurs encouragée par l'occupant allemand qui y voyait un moyen politique de saper la résistance belge.

Plusieurs organisations flamandes sont ancrées dans la tradition chrétienne. Le *Verbond der Vlaamse Oud-Strijders* (vos) par exemple était à l'origine une idéologie pacifiste fermement antimilitariste qui tente aujourd'hui encore d'adopter une approche politiquement neutre. Les premiers pèlerinages de l'Yser, à partir des années 1920, étaient eux aussi d'inspiration catholique. Puis, au début des années 1930, plusieurs mouvements de jeunesse sont apparus, comme les *Vlaamse Jongeren Vredes Actie* (VJVA), le pendant néerlandais des *Jongeren Vredes Actie* et les *Katholieke Jongeren Vredes Aktie* (KJVA), proches du vos.

Quelques organisations pacifistes ont également vu le jour après la Première Guerre mondiale dans le milieu laïc et souvent socialiste. Même si les mouvements socialistes, dont principalement les *Socialistische Jonge Wacht*, prêchaient déjà l'antimilitarisme avant la guerre en raison de leur foi en la solidarité nationale des travailleurs, ils ont adopté une attitude plus ambiguë pendant la guerre. Juste avant le début du conflit, de nombreux socialistes se sont réconciliés avec le service militaire, car il offrait la possibilité de légitimer la pensée socialiste et d'intégrer le mouvement socialiste dans une des institutions majeures de l'État, à savoir l'armée. Après la guerre, le mouvement socialiste a renoué avec l'antimilitarisme, notamment dans le cadre de la fondation de l'*Internationale Socialistische Anti-Oorlogsliga* (ISAOL) en 1931. Malgré son attitude antimilitariste, l'ISAOL n'a pas hésité à utiliser la force pour donner plus de poids à ses arguments. En Belgique francophone, le parti communiste et l'aile gauche du parti socialiste ont été, pendant cette période, d'importants diffuseurs des idées pacifistes et antimilitaristes.

La Seconde Guerre mondiale a marqué le jalon important suivant dans l'histoire du mouvement pacifique. Après 1945, l'accent a de nouveau été placé sur les accords de coopération internationaux, notamment avec la fondation des Nations unies qui avaient pour objectif de redonner un second souffle au projet moribond de la Société des Nations, de même que sur la poursuite du développement du droit international, notamment avec les Conventions de Genève.

De nombreuses organisations pacifistes ont également vu le jour en réaction à cette guerre. En 1949 par exemple, l'*Union belge pour la Défense de la Paix* (UBDP) / *Belgische Unie voor de Verdediging van de Vrede* (BUVV) a été mise sur pied en tant que filiale belge du Conseil mondial de la paix (*World Peace Council*), qui militait entre autres contre le développement de l'OTAN et contre la guerre en Corée. Le Comité mondial de la Paix – et par conséquent l'UBDP – était dominé par l'Union soviétique, ce qui explique pourquoi il n'a pas immédiatement bénéficié d'un large soutien. En 1972, la BUVV a changé de nom et opté pour *Vrede*, nom sous lequel l'association est encore active aujourd'hui.

Dans le milieu religieux, une section belge de l'organisation *Pax Christi*, fondée en 1945, a vu le jour en 1953. Par la suite, la section belge du groupe pacifiste radical *War Resisters' International* est apparue au cours de la deuxième

moitié des années 1960, sous le nom d'*Internationale van Oorlogstegenstanders* (IOT). La section francophone a pris le nom de *Mouvement international de la Réconciliation – Internationale des Résistants à la Guerre* (MIR / IRG). Son objectif premier était de créer un statut pour les objecteurs de conscience, objectif partagé par l'association *Burgerdienst voor de Jeugd*, l'actuel *Tumult*, qui militait pour l'introduction d'un service civil au lieu du service militaire.

Dans le milieu nationaliste flamand, les choses ont peu évolué juste après la guerre dans le domaine du pacifisme, étant donné que quelques figures de proue et groupements importants de ce courant s'étaient rendus coupables de collaboration.

La menace immédiate d'une guerre entre États s'étant dissipée en Europe, en partie grâce au succès du projet européen, les organisations pacifistes se sont consacrées à des thèmes plus généraux qui compromettaient la paix mondiale. La menace la plus directe était la course au nucléaire qui a plané sur le monde politique international telle une épée de Damoclès tout au long de la guerre froide. Dans les années 1960 est né le mouvement du 8 mai, sorte de glomérait d'organisations syndicales et autres dépassant les frontières politiques qui visait à commémorer les victimes de la guerre et à protester pacifiquement contre les essais atomiques. Afin de donner plus de poids à ces protestations, plusieurs marches contre le nucléaire ainsi que quelques manifestations contre la guerre du Vietnam, soutenues par l'UBDP / BUVV, ont été organisées au cours des années 1960.

L'*Overlegcentrum voor de Vrede* (OCV) a vu le jour en 1971 avant de décliner en 1973 pour des raisons de dissensions internes sur la guerre du Vietnam et de renaître en 1975. L'OCV était une organisation-coupole qui rassemblait les représentants de différents courants religieux et politiques et servait essentiellement de forum au sein duquel les organisations participantes pouvaient échanger leurs idées sur la paix au sens large, et notamment sur la justice sociale et la coopération au développement. La *Coördination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie* (CNAPD) remplissait une fonction analogue en Belgique francophone depuis 1970. Le *Vlaams Aktiecomitee tegen Atoomwapens* (VAKA) a été créé en 1979. La protestation contre la course aux armes nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique est restée la thématique dominante au sein du pacifisme pendant les années 1980, et ce principalement en réaction à la double résolution de l'OTAN en 1979 visant à poursuivre les négociations avec l'Union soviétique tout en installant des armes nucléaires préventives dans plusieurs pays d'Europe occidentale, et notamment en Belgique. Plusieurs grandes marches contre les armes nucléaires ont ainsi été organisées dans les années 1980.

En parallèle aux organisations pacifiques susmentionnées, s'est développé un mouvement qui travaillait autour d'une définition plus large de la paix et souhaitait notamment supprimer plusieurs inégalités structurelles internationales causes de conflits. Après avoir obtenu le prix Nobel de la Paix en 1958 pour son engagement envers les réfugiés de guerre, le père dominicain belge Dominique Pire a fondé l'*Université de Paix* en 1960, puis une première *Île de Paix* dans l'actuel Bangladesh en 1962. Les *Vredeseilanden*, pendant flamand des Îles de Paix, ont vu le jour en 1979. Plusieurs autres ONG de développement, comme la *Flemish Organisation for Assistance in Development* (FADO) et la *Coöperatie van de Inter-*

*nationale Bouworde* (COOPIBO), ont fusionné avec les *Vredeseilanden* au tournant du siècle et ont poursuivi leur action sous cette bannière. L'année 1966 a également vu la naissance du *Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking* (NCOS) à la suite d'une fusion de quatre comités chargés des différents aspects de la coopération au développement. Le 11 novembre de la même année, une première action de collecte a été lancée au profit du tiers-monde et c'est de cette action qu'est né plus tard le 11.11.11. Depuis 2007, on ne parle plus du NCOS, mais uniquement de «11.11.11 – coupole du mouvement flamand Nord-Sud». Des organisations comparables, comme le *Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede* qui chapeaute différentes organisations chrétiennes, essaient également d'œuvrer pour la paix au sens large, notamment en contribuant à l'aide au développement (voir plus loin la partie sur les mouvements de solidarité).

La fin de la guerre froide a contraint le pacifisme à relever de nouveaux défis. Le VAKA, par exemple, s'est réincarné en *Hand in Hand*, un mouvement de lutte contre le racisme. Avec l'implosion de l'Union soviétique, la course au nucléaire a perdu de son importance. Les organisations pacifistes ont alors eu des difficultés à se réorienter et à peser dans le débat politique, en partie parce qu'elles intervenaient en ordre dispersé au sujet des guerres des années 1990 et 2000. Les mouvements pacifistes ont en particulier eu du mal à adopter un point de vue univoque sur le principe de l'intervention humanitaire et de la responsabilité de protection. La crise humanitaire en Somalie et les génocides en Bosnie et au Rwanda ont renforcé la communauté internationale dans sa conviction qu'elle avait le devoir d'intervenir si un État ne pouvait protéger sa population contre de graves violations des droits de l'homme. Les organisations pacifistes ont adopté à cet égard une position quelque peu ambiguë. Les manifestations anti-intervention, lancées notamment par *Vrede*, ne condamnent pas nécessairement les interventions humanitaires en tant que telles, mais montrent que les conditions de telles interventions sont rarement voire jamais remplies.

Par ailleurs, plusieurs organisations pacifistes ont poursuivi leur ancien combat contre la bombe atomique et l'élargissement de l'OTAN. On leur a alors reproché de s'appesantir sur des thématiques éculées et de n'avoir pas réussi à se réinventer.

### 1.3. Archives

Les archives des principales organisations et groupements pacifistes belges sont disponibles dans les centres d'archives et de documentation suivants :

Les Archives générales du Royaume (AGR) rassemblent entre autres les archives suivantes :

- Le Comité international pour la Sécurité et la Coopération européennes/Internationaal Comité voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (CISCE). Voir : VERHELST (J.). *Comité international pour la Sécurité et la Coopération européennes (CISCE). International Committee for European Security and Cooperation. Internationaal Comité voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (1968-1989)*. Bruxelles, 1998. Ainsi que : VERHELST (J.). *Jean Terfve (Production d'archives résultant de ses activités au CISCE) 1966-1977*. Bruxelles, 1998.

- Het Overlegcentrum voor de Vrede (1979-1991), voir: VERHELST (J.). *Overlegcentrum voor de Vrede (OCV) (1979-1991)*. Bruxelles, 1998.
- La Croix-Rouge belge, jusqu'à sa scission entre l'aile flamande et l'aile wallonne en 1972. L'accès peut être obtenu auprès de la Croix-Rouge, qui dispose de listes de placement.

L'AMSAB-ISG à Gand conserve plusieurs fonds d'archives d'organisations pacifistes, principalement issues du mouvement socialiste. On y retrouve notamment les archives de :

- 11.11.11 (1966-2001).
- L'Union belge pour la Défense de la Paix (1951-1972).
- Forum voor Vredesactie (1983-1999)
- Florenade (1980-1996), qui dirigeait ses actions contre la base aérienne de Florennes.
- Vlaams Aktiekomitee tegen Atoomwapens (1968-2006). Voir notamment: BOECKX (B.). *Inventaris van het Archief van Vlaams Aktiekomitee tegen Atoomwapens (VAKA)*. Gand, 1999.
- Vrede (1970-2000). Voir notamment: BOECKX (B.). *Het archief van een drukingsgroep. Structuuronderzoek en inventarisatie van de archieven door VREDE VZW, neergelegd bij het AMSAB*. Bruxelles, mémoire de licence inédit VUB, 1995.
- War Resisters' International (1929-1995), ainsi que ses sections flamande et wallonne.

L'AMVC-Letterenhuis rassemble les archives de quelques organisations et personnes issues du pacifisme.

L'Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams Nationalisme (ADVN) à Anvers rassemble les archives des organisations pacifistes liées au Mouvement flamand. L'ADVN conserve également les archives du Comité du pèlerinage de l'Yser et du Verbond van Vlaamse Oud-Strijders.

Le Documentatie- en Archiefcentrum van de Communistische Beweging (DACOB) à Bruxelles réunit plusieurs archives d'organisations pacifistes liées au mouvement communiste. Le Centre des Archives du Communisme en Belgique (CARCOB) francophone héberge plusieurs fonds d'archives des organisations pacifistes francophones, et notamment ceux de l'Union belge pour la Défense de la Paix (régionale de Bruxelles) et de l'Association pour la Paix.

Le KADOC (Documentatie en Onderzoekscentrum voor Religie, Cultuur en Samenleving de la Katholieke Universiteit Leuven) rassemble les archives des organisations pacifistes d'inspiration religieuse. La collection comprend notamment les archives suivantes :

- Pax Christi Belgique / Flandre (1948-2004) et Pax Christi Wallonie Bruxelles (1971-1981).
- Îles de Paix – COOIBO – FADO (1966-2009).

Le Mundaneum à Mons est un centre de documentation qui héberge plusieurs collections d'archives se rapportant à l'histoire du pacifisme, en particulier les archives de la Coordination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie et

de plusieurs personnages majeurs du pacifisme. Pour un aperçu de la collection, voir :

FÜEG (J.-F.). *Aperçu des collections*. Mons, 1999.

#### 1.4. Publications

##### 1.4.1. Publications périodiques éditées par des organisations pacifistes

Plusieurs revues ont été publiées pendant l'entre-deux-guerres :

*Volkenbond. Tijdschrift van de Belgische Vereeniging voor den Volkenbond*. Bruxelles, 1930-1940.

*De vos. Weekblad van het vos*. Bruxelles, 1919-1924 et 1935-1940.

*De Vlaamse Oudstrijder. Orgaan van het vos en het BVOS*. Bruxelles, 1924-1931.

Les deux dernières revues fonctionnaient comme des organes du Verbond van Vlaamse Oud-Strijders (vos).

*De Nieuwe Dag. Internationaal Tijdschrift voor Vredesproblemen*. Bruxelles, 1927-1930.

*Nooit Meer. Propaganda- en Studieblad, uitgegeven door de VJVA*. Anvers, 1932.

*Neen! Het maandblad van de AOL voor Vlaanderen*. Anvers, 1931.

*Liga-Sinjaal. Socialistisch Strijdblad voor Vlaanderen van de ISAOL*. Anvers, 1934-1939.

*Vredesaktie. Orgaan van de KJVA*. Geluwe, 1931-1940.

Les revues suivantes ont été publiées après la Seconde Guerre mondiale :

Apparentées au mouvement communiste :

*Vrede*. Bruxelles, 1953-.

Cette revue était éditée à l'origine par la BUVV, puis, après le changement de nom, par Vrede vzw. Presque tous les numéros passés sont consultables au format numérique sur le site de la bibliothèque de la paix : [www.merelnet.be/vredesbibliotheek](http://www.merelnet.be/vredesbibliotheek).

Apparentées au parti d'extrême gauche Partij van de Arbeid :

*IKOVE: informatiebulletin ter verdediging van de vrede in Europa*. Bruxelles, 1978-1980.

Apparentées au pacifisme radical :

*Berichtenblad. Comité voor Geweldloze Vredesactie*. Bruxelles, 1963-1965. Publié ensuite sous le titre :

*Regenboog. Orgaan van de Federale Unie*. Bruxelles, 1965-1968. Publié ensuite sous le titre :

*Protest. Voor een radicaal pacifisme : volksbeweging voor de vrede*. Bruxelles, 1969-1989. Publié ensuite sous le titre :

*Magazine voor Vredesactie. Magazine van het Forum voor Vredesactie*. Berchem, 1990-2004. Publié ensuite sous le titre :

*Forum voor Vredesactie*. Berchem, 2005-2006. Publié ensuite sous le titre :

*Vredesactie. Vredesactie vzw*. Berchem, 2007-.

*Sentiers de la Paix, Confédération du service civil de la jeunesse.* Bruxelles, 1995-2005, à partir de 1998 publié le par MIR / IRG. Publié ensuite sous le titre : *Le Sentier de la Paix.* MIR / IRG. Bruxelles, 2005-2012. Publié ensuite sous le titre : *Agir pour la Paix.* Bruxelles, 2012-.

Apparentées à l'Église catholique :

*Pax Christi. Contactblad van de Belgische sectie.* Bruxelles, 1958-1972. Publié ensuite sous le titre :

*Pax Christi Contactblad.* Bruxelles, 1973-1974.

*Vredeskrant.* Bruxelles, 1972-1974.

*Koerier. Pax Christi Vlaanderen.* Anvers. 1980-.

*Bulletin Pax Christi. Pax Christi Wallonie-Bruxelles.* Bruxelles, 1964-1993.

*Signes des Temps. Pax Christi Wallonie-Bruxelles.* Bruxelles, 1994-.

*Kommentaar. Een uitgave van Pax Christi Vlaanderen.* Anvers, 1976-1984.

Publié par l'organe de la coupole francophone, la Coordination nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie :

*Initiatives de Paix, CNAPD.* Bruxelles, 1991-1996.

#### 1.4.2. Centres de recherche et de documentation

Les institutions de recherche suivantes entendent, grâce à leurs publications, contribuer à un débat informé autour de la problématique actuelle de la paix :

- The International Peace Information Service / Internationale Vredesinformatiedienst (IPIS) à Anvers est un centre de recherche indépendant créé au sein du mouvement pacifiste avec l'aide de Pax Christi qui mène des recherches notamment sur le commerce d'armes, le développement durable et les droits de l'homme.
- Het Vlaams Vredesinstituut est un institut indépendant financé par le Parlement flamand qui s'est donné pour mission de contribuer à une société plus pacifique en menant des recherches sur les facteurs sous-jacents de la violence, du commerce et de la production d'armes. La bibliothèque conserve une collection considérable autour de l'histoire du pacifisme.
- Het Centrum voor Vredesethiek de la Katholieke Universiteit Leuven aborde la problématique de la paix selon une perspective éthique et théologique.
- Le Centre for Research on Peace and Development de la Katholieke Universiteit Leuven compte une chaire de l'UNESCO en « Building Sustainable Peace ».
- Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant qui effectue des recherches depuis 1979 notamment sur le commerce et la production d'armes, la gestion des conflits et la non-prolifération des armes de destruction massive ([www.grip.org](http://www.grip.org)).

Les centres suivants entendent stimuler la pensée pacifiste au moyen de projets éducatifs :

- La Vredeshuis d'Alost a été fondée en 1986, au moment des manifestations antimissiles et souhaite principalement être un lieu de rencontre et de dialogue

- sur différentes thématiques. La Vredeshuis publie également un journal bimestriel.
- Le Vredescentrum d’Anvers, financé par la ville et la province d’Anvers, œuvre pour l’éducation à la paix et l’éducation au souvenir.
  - La Vredeshuis de Gand a été fondée par la ville de Gand et s’implique dans l’éducation à la paix et l’orientation mondiale.
  - L’Université de Paix à Namur s’engage pour l’éducation à la paix, dans l’esprit de son fondateur Dominique Pire, prix Nobel de la Paix et fondateur des Îles de Paix.

## 2. Le mouvement écologiste

*Bart Delbroek et Tom Verthé*

### 2.1. Bibliographie

#### 2.1.1. Études générales

- KRIESI (H.) e.a. *New Social Movements in Western Europe: a Comparative Analysis*. Minneapolis, 1998.
- VAN DER HEYDEN (H.). Van kleinschalig utopisme naar post-giro-activisme? De milieubeweging 1970-1990, in DUYVENDAK (J.W.) e.a. *Tussen verbeelding en macht : 25 jaar nieuwe sociale bewegingen in Nederland*. Amsterdam, 1992.
- HOOGHE (M.). *Met vlag en spandoek: hedendaagse actiegroepen*. Grand-Bigard, 1996.
- WALGRAVE (S.). *Nieuwe sociale bewegingen in Vlaanderen: een sociologische verkenning van de milieubeweging, de derde wereldbeweging en de vredesbeweging*. Louvain, 1994.
- HOOGHE (M.). De milieubeweging, een reus op duizend voetjes, in HELLEMANS (S.), HOOGHE (M.), eds. *Van Mei '68 tot Hand in Hand: nieuwe sociale bewegingen in België 1965-1995*. Louvain, 1995, p. 49-67.
- LEROY (P.), DE GEEST (A.). *Milieubeweging en milieubeleid: sociale en politieke aspecten van de milieukwestie*. Anvers, 1985.
- PEETERS (A.), VERMEIREN (I.). *De jaren zeventig, van groen naar groenen*. Borger-hout, 1980.
- WALGRAVE (S.). *Tussen loyaliteit en selectiviteit: over de ambivalente verhouding tussen nieuwe sociale bewegingen en groene partijen in Vlaanderen*. Louvain, 1995.
- FLORIZOONE (P.). *De Groenen. Ideeën, bewegingen en partijen*. Anvers, 1985.
- VAN DER HEIJDEN (A.A.). De milieubeweging in de twintigste eeuw, in *RBHC*, 2004, 3, p. 445-483.
- HOOGHE (M.). *En elke zondag kip: het consumentisme en de vernietiging van het leefmilieu*. Louvain, 1993.
- VAN LINT (J.), LAUWERS (J.). *Burgers in de weer. De mobilisatie rond een milieu-project*. Louvain, 1979.

- VAN DEN EEDE (L.), LEPEZ (S.), BOOGAERTS (S.). *Hoe het groeide: pioniers over de milieubeweging in de jaren 1960-1970*. Bruxelles, 2005.
- CASPERS (M.). *De geschiedenis van de natuurbescherming in Vlaanderen van 1910-1940*. Tilburg, 1992.
- HOOGHE (M.). De invloed van de milieubeweging op het milieubeleid, in *Res Publica*, 1995, 1, p. 93-108.
- VERVLIET (E.). De milieubeweging in Vlaanderen, in *GMG*, 1983, p. 521-540.
- STEENKISTE (G.). Actief en passief in de milieubeweging, in *De Nieuwe Maand*, 1982, 6, p. 365-375.

### 2.1.2. Études d'organisations

- HOOGHE (M.). *De milieukoepel in Vlaanderen. Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen vzw 1971-1996*. Bruxelles, 1996.
- DIRKS (D.). Bond Beter Leefmilieu en de milieubeweging in Vlaanderen, in VAN ALSENOY (J.), ed. *Ruimtelijke planning: praktijkboek voor stedenbouw en stadsvernieuwing, huisvesting en milieu*. Anvers, 1986.
- Twintig jaar Wereld Natuur Fonds in België*. Anvers, 1985.
- DE BOK (R.). *Van de Rainbow Warrior tot Mururoa : 25 jaar Greenpeace*. Anvers, 1997.
- HENDRICKX (M.). *Gaia: profiel van een beweging*. Anvers, 1997.
- NATUURINDICATOREN. *Ledenaantallen van natuurverenigingen*. Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek, Bruxelles, 2016 (en ligne : [www.natuurindicatoren.be](http://www.natuurindicatoren.be)).
- VETS (K.). *De milieubeweging in België en Vlaanderen : een nieuwe sociale beweging? Een geschiedenis van Bond Beter Leefmilieu (1971-1991)*. Louvain, 2008.

Comparées aux études sur les autres nouveaux mouvements sociaux, les études sur les organisations du mouvement écologiste s'avèrent jusqu'à présent peu nombreuses. Plusieurs groupements au sein du mouvement écologique belge ont toutefois fait l'objet de thèses de master. Ceux-ci peuvent être retrouvés au moyen de l'aperçu annuel du *Bulletin d'Information de l'Association belge d'Histoire contemporaine* ([bvngabhc.wordpress.com](http://bvngabhc.wordpress.com)).

## 2.2. Aperçu historique

On ne peut en fait parler «du» mouvement écologiste en raison de sa grande hétérogénéité et des groupements de plus ou moins grande ampleur impliqués. Ceux-ci présentent en effet d'importantes différences en termes d'objectifs, de dimension, de méthode et de degré d'activité. Par ailleurs, nombre de groupes locaux sont uniquement organisés de manière informelle et mènent, hormis quelques actions ponctuelles, une existence plus ou moins latente. Le milieu écologiste n'est d'ailleurs pas vraiment récent, même si les groupes nés dans les années 1960 présentent des caractéristiques tout à fait différentes. Le mouvement écologiste trouve en effet son origine dans les mouvements de préservation de la nature qui virent le jour aux États-Unis et en Grande-Bretagne à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. En Belgique, les premières associations furent fondées au début du 20<sup>e</sup> siècle. Les plus connues sont la *Koninklijke Vereniging voor Natuur- en Steden-*

*schoon* (KVNS) (1910) et *De Wielewaal* (1934). Ces organisations au caractère plutôt élitiste étaient exclusivement dédiées à la protection de certains paysages ou de certaines espèces animales au moyen de réserves naturelles. Les nouveaux groupements nés à partir des années 1960 au contraire se concentraient plus sur l'environnement humain en général, qu'ils envisageaient comme un problème social et politique exigeant des changements de société profonds. Les moyens d'action symboliques et expressifs qu'ils adoptaient témoignaient d'une approche beaucoup plus directe et militante.

En Belgique, les premières actions écologiques de ce nouveau type eurent lieu à partir de 1968. Elles ciblaient essentiellement la construction de nouvelles infrastructures routières. Parmi les exemples connus, citons les actions contre la construction de l'E-10 à Brasschaat, les protestations contre le canal de passage Oelegem-Zandvliet qui durèrent de longues années et la résistance contre le projet d'A-24 au Limbourg. Le mouvement écologiste se développa rapidement au cours des années suivantes. Entre 1968 et 1971, 36 nouveaux groupements virent le jour rien qu'en Flandre, et cette croissance s'accélérait encore par la suite. À l'origine, ces groupes d'action étaient surtout le fruit d'une réaction locale à certains projets considérés comme une menace pour le cadre de vie. Le mouvement écologiste diffère à cet égard de la plupart des autres nouveaux mouvements de société. Il attire en effet non seulement des membres issus de la « nouvelle classe moyenne », mais aussi de larges pans des communautés locales au sein desquelles la position socioéconomique joue un rôle moins important. Les premiers groupes se rassemblaient donc sous le dénominateur commun du « *Not in my backyard* » (NIMBY). Autrement dit, les nuisances environnementales ne devenaient problématiques que lorsque les communautés locales y étaient confrontées. Les premières actions du mouvement antinucléaire flamand ciblaient uniquement le projet de construction de centrale nucléaire à Zeebrugge. Le mouvement ne remettrait en question le recours à l'énergie nucléaire et la politique énergétique belge en général que dans une phase ultérieure.

Cependant, des organisations plus formelles ne tardèrent pas à se former en vue de chercher à chapeauter les nombreux groupes d'action. *Red de Voorkempen* et le *Gentse Actiegroep Leefmilieu* (GAL) constituent des exemples régionaux connus, tandis que les *Verenigde Aktiegroepen voor Kernstop* (VAKS) et le *Bond Beter Leefmilieu* (BBL) jouaient un rôle de premier plan au niveau national. Ce groupe de pression national fut fondé en 1971 par des activistes écologiques pour faire contrepoids aux groupes d'intérêts économiques. En 1976, l'organisation se scinda en quatre organisations régionales : le *Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen*, *Inter-Environnement Wallonie*, *Inter-Environnement Bruxelles* et le *Brusselse Raad voor het Leefmilieu* (BRAL). La formation de ces coupoles ne se fit toutefois pas sans accroc. Il y avait, d'une part, l'aversion pour la formalisation et l'institutionnalisation caractéristique des nouveaux mouvements de société. D'autre part, ces coupoles rassemblaient aussi, souvent, des organisations qui n'appartenaient pas du tout aux nouveaux mouvements sociaux. Ce problème se manifesta surtout au sein du BBL qui avait pour objectifs tant la préservation de la nature que la lutte contre les nuisances environnementales. En raison de la prépondérance initiale des organisations traditionnelles de protection de la nature dans les organes directeurs de l'organisation et de sa dépendance financière vis-à-vis du monde

économique et politique, le BBL peinait souvent à adopter une position claire. Le point de vue prudent qu'il adopta dans le débat sur le nucléaire mena en particulier à une polarisation au sein de l'organisation. Les VAKS, le groupe d'action le plus radical au sein du mouvement écologiste, prit alors ouvertement position contre les objectifs et la stratégie du BBL. La rupture n'eut lieu qu'en 1986, lorsque Guido Steenkiste, fondateur des VAKS, assumait la présidence du BBL.

Ce tournant s'explique également par la transformation de quelques-unes des anciennes organisations de protection de la nature. Certaines organisations comme *De Wielewaal*, WWF et *vzw Natuurreservaten* – l'aile flamande des *Belgische Natuur- en Vogelreservaten* (BNVR) / *Réserves naturelles et ornithologiques de Belgique* (RNOB) – adoptaient une attitude de plus en plus militante, même pour les actions qui sortaient du cadre de la protection de la nature. *vzw Natuurreservaten* en particulier réussit à remporter quelques succès en tant que groupe d'action politique. On attribue souvent ce changement d'orientation à la professionnalisation grandissante et à un changement de générations au sein du mouvement écologiste. Le *Belgische Jeugdbond voor Natuurstudie* (BJN) et les *Wielewaaljongeren* – qui fusionnèrent en 1983 pour former le *Jeugdbond voor Natuurstudie en Milieubescherming* (JNM) – jouèrent un rôle clé en servant de viviers d'activistes environnementaux. Cette transformation fut sans doute aussi influencée par les succès de plusieurs groupes environnementaux militants qui avaient fait de leurs actions directes et médiatiques leur marque de fabrique. *Gaia*, *Friends of the Earth* et surtout *Greenpeace* en sont les exemples les plus connus. On est toutefois en droit de se demander si ces grandes organisations multinationales appartiennent encore réellement aux nouveaux mouvements de société. En effet, la contribution de leurs membres se limite surtout à une participation financière.

Contrairement aux années 1970 qui furent couronnées de succès, la décennie suivante fut surtout marquée par la stabilisation et même la crise du mouvement, comme en témoigne la course au pouvoir au sein du BBL qui non seulement se traduisit par un manque de clarté en matière de stratégie, mais fit également tarir en grande partie le soutien des entreprises. Les difficultés financières qui s'ensuivirent ne furent résolues qu'en 1992 grâce à l'octroi de subventions structurelles par les autorités nationales et par l'Union européenne. La recherche a également montré que les actions environnementales étaient considérablement moins nombreuses et de moins grande ampleur qu'au cours des années précédentes, même si elles constituaient toujours l'essentiel des actions menées dans le contexte des nouveaux mouvements sociaux. Les associations locales moins structurées disparurent les premières. Le mouvement traditionnel de protection de la nature connut au contraire une hausse du nombre de ses membres au cours des années 1980. Le mouvement antinucléaire essaya les plus sérieux revers. Alors que les VAKS étaient parvenus à rassembler 20 000 manifestants en 1979 – juste après l'incident à la centrale nucléaire de Three Mile Island – à l'occasion d'une marche de protestation à Doel, l'organisation ne réussit plus à attirer de grands groupes de manifestants au cours des années suivantes. Cette évolution était due d'une part à la concurrence de la protestation contre les armes atomiques et, d'autre part, aux divisions internes concernant la trajectoire à adopter (manifestations de masse ou petites actions ciblées). Malgré un regain de courte durée après l'accident de

Tchernobyl, les VAKS finirent par s'éteindre. Les autres grandes organisations du mouvement écologiste remontèrent la pente à partir de 1989, notamment grâce au décret flamand relatif à l'environnement. Ce décret prévoyait non seulement une subvention garantie pour les associations environnementales, mais il accordait également aux organisations coupoles un rôle consultatif dans la politique environnementale flamande. À partir de cette date, la problématique environnementale se banalisa de plus en plus auprès des autres acteurs sociaux et politiques, qui se mirent à prendre de plus en plus en compte la dimension internationale. Des initiatives comme le protocole de Kyoto en témoignent. Le mouvement écologiste reste solidement ancré dans la vie sociale belge. Tant le BBL qu'Inter-Environnement Wallonie rassemblent environ 150 membres, tandis que Greenpeace Belgique comptait 83.532 donateurs en 2014. En Flandre, les effectifs des associations environnementales ont crû de façon ininterrompue depuis le début des recensements en 1994 (à l'exception de 2008). En 2014, une seule association, Vogelbescherming Vlaanderen, rapportait un déclin du nombre de ses membres, alors que toutes les autres associations notaient une croissance totale de leurs effectifs de 17.000 unités. Fin 2014, pas moins de 228.000 personnes étaient affiliées à une association environnementale en Flandre.

### 2.3. Archives

#### 2.3.1. Conservation et inventarisation

Ces dernières années, plusieurs institutions d'archives ont déployé des efforts considérables pour rassembler du matériel relatif aux nouveaux mouvements sociaux. En ce qui concerne le mouvement écologiste, il faut souligner les efforts de l'AMSAB-ISG. Dans le même temps, certaines organisations du mouvement écologiste semblent avoir pris conscience de la nécessité d'une politique d'archivage claire. Le Bond Beter Leefmilieu, qui fut confronté à la situation problématique de ses archives à l'occasion de son trentième anniversaire, constitue en cela un bon exemple. Il en a résulté un protocole d'accord avec l'AMSAB. Un tournant s'est également opéré en Wallonie et à Bruxelles lorsque le CEFÉ (Centre d'Études et de Formation en Écologie) s'est transformé en Etopia ([www.etopia.be](http://www.etopia.be)). Son site met à la disposition du chercheur un inventaire détaillé de tous les fonds d'archives en sa possession. Il s'agit entre autres des archives des Amis de la Terre Belgique, de la Fondation pour les Générations futures (FGF), de Jeunesse et Écologie, etc. Des archives privées de pionniers du mouvement écologiste sont également présentes. Les archives d'Inter-Environnement Bruxelles (IEB) / Wallonie (IEW) se trouvent elles aussi à Etopia, mais ces fonds sont pas encore entièrement consultables.

#### ETOPIA

HENDRICK (A.). ZAREBA (S.). *État des fonds et collections du Centre d'Archives privées d'Etopia*. Namur, 2015.

HENDRICK (A.). *Les Amis de la Terre Belgique (1977-2008). Inventaire*. Namur, 2010.

PICARD (C.). *Archives Cafés politiques. Inventaire*. Namur, 2013.

- LAMBIDIN (H.). *Comité de Défense des Habitants de Bruxelles-Centre (1970-2007). Inventaire*. Namur, 2011.
- LAMOT (S.), DRADIN (C.). *Archives de la Fondation pour les Générations futures. Relevé*. Namur, 2013.
- HENDRICK (A.). *Archives de l'Institut Eco-Conseil (IEC) (1989-2010)*. Namur, 2013.
- HENDRICK (A.). *Inter-Environnement Wallonie (IEW) – 2<sup>e</sup> versement. Bordereau de versement*. Namur, 2010.
- HENDRICK (A.). *Jeunesse et Écologie (1981-2005) devenue Empreintes en 2005 (1979-2009). Inventaire*. Namur, 2012.
- ZAREBA (S.). *Vague Verte (1995-2005). Inventaire*. Namur, 2012.

#### AMSAB-IHS (COLLECTION 'ÉCOLOGIE')

- DE NIL (B.). Groen in Gent. Archieven van Boudewijn van Belle, het Groencomité Drongen, de actiegroep Bourgoyen-Ossemeersen en de Gentse afdeling van de Wielewaal, in *Brood en Rozen*, 2006, 2, p. 82-83.
- VERMANDERE (M.). Het archief van Kritisch Bosbeheer Vlaanderen & Centrum voor Natuurbeschermingseducatie / Centrum voor Natuur- en Milieueducatie, in *Brood en Rozen*, 2006, 4, p. 80-81.
- DE CLERCK (J.). Het archief van Actiegroep Leefmilieu Rupelstreek (ALR) vzw, in *Brood en Rozen*, 2008, 1, p. 65.
- BOECKX (B.). Atoomenergie? Nee bedankt. Het archief van de Verenigde Actiegroepen voor Kernstop (1974-1986), in *Brood en Rozen*, 2003, 4, p. 61-63.
- VAN OVERSTRAETEN (G.). *Inventaris van het archief van Bond Beter Leefmilieu (BBL) Vlaanderen (1972-2003)*. Gand, 2008.
- DE CONINCK (R.), CREVE (P.), VRIELYNCK (S.). *Hoe het groeide. Inventarissen van archieven van de milieubeweging*. Gand, 2005.
- Renferme des inventaires des archives du *Actiecomité Milieubescherming Merelbeke, Voor Moeder Aarde vzw, Natuurreservaten vzw, de Federatie voor Milieubescherming van het Gewest Gent* ainsi que les archives personnelles de Guido Steenkiste et de Guido van Steenberg. Voir également à ce sujet :
- DE CONINCK (R.). Het archief van het Actiecomité Milieubescherming Merelbeke (AMM), in *Brood en Rozen*, 2004, 2, p. 73-74.
- VANDEBROUCKE (M.). Een buitenbeentje in de strijd tegen kernenergie : inventaris van de het archief van Voor Moeder Aarde, in *Brood en Rozen*, 2004, 2, p. 67-70.
- VANDEBROUCKE (M.). Guido Steenkiste, voorzitter Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen 1986-1989. Inventaris van het archief van Guido Steenkiste, in *Brood en Rozen*, 2004, 2, p. 71-72.
- VANDEBROUCKE (M.). Inventaris van het archief van Guido van Steenberg, voorzitter Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen 1983-1986, in *Brood en Rozen*, 2004, 4, p. 67-70.
- SAVELS (M.), LATEUR (S.). *Inventaris van het archief van de Vereniging voor Ecologisch Leven en Tuinieren (VELT) (1975-2008, 2010)*. Gand, 2014.

Signalons enfin les archives des associations suivantes : Actiecomité Red de Voorkempen (1973-1997) ; Vlaams Instituut voor Bio-Ecologisch Bouwen en Wonen (VIBE) (1981-2009) ; vzw Arbeid en Milieu (1992-2007). Pour certains fonds d'archives, il n'existe actuellement qu'un descriptif des acquisitions: Centrum voor Natuur- en Milieueducatie, Natuurpunt. Un inventaire des archives de Greenpeace Belgique est en préparation.

#### KADOC

Bien que le KADOC se consacre expressément à la collecte d'archives issues des nouveaux mouvements sociaux, peu d'archives de groupes locaux d'action écologique ou d'organisations environnementales nationales y ont été déposées. D'autres archives peuvent toutefois apporter un angle de vue intéressant. Il s'agit d'une part des archives de responsables politiques et d'entrepreneurs qui ont été confrontés à certains groupes locaux. D'autre part, les archives des organisations de jeunes catholiques conservent une riche documentation en lien avec les nouveaux mouvements sociaux. On y apprend de quelle manière les thématiques et les méthodes du mouvement écologiste ont pénétré les structures sociales existantes. Nous nous limitons ici à quelques exemples.

HEYRMAN (P.), TAVERNIERS (A.). *Inventaris van het archief Vaast Leysen*. Louvain, 2004.

HEYRMAN (P.). *Inventaris van het Archief André Vlerick (1935-1990)*. Louvain, 2002.

*Plaatsingslijst van het archief Firmin Aerts (1968-1995)*. Louvain, s.a.

*Plaatsingslijst van het Archief van Jozef (Jos) de Saeger (1950-1998)*. Louvain, s.d.

VERSTRAETE (L.). *Inventaris van het archief van de BJB-KLJ (1925-1980)*. Louvain, 1989.

*Plaatsingslijst van het archief KSA-VKSJ*. Louvain, s.d.

#### AUTRES INSTITUTIONS D'ARCHIVES

D'autres pistes pour la recherche d'information sur le mouvement écologiste mènent en premier lieu aux centres de documentation qui ont été mis sur pied par plusieurs organisations écologistes belges et qui sont, dans la plupart des cas, accessibles librement sur simple demande. Nous pensons ici notamment à la bibliothèque du BBL, au Conseil Mina ou à Argus. Un catalogue en ligne est disponible sur Felnet ([www.felnet.be](http://www.felnet.be)). Ce partenariat rassemble plus de vingt centres de documentation sur l'écologie issus du secteur public et privé en Flandre et dans la Région Bruxelles-Capitale. Par ailleurs, Archiefbank Vlaanderen ([www.archiefbank.be](http://www.archiefbank.be)), une base de données d'archives privées flamandes, livre des résultats intéressants. On y apprend ainsi que les archives d'Herman Delaunois, président du BBL de 1971 à 1983, sont conservées au secrétariat du KVNS, tandis que celles du Aktiegroep Polders Leefmilieu peuvent être consultées au centre de documentation Antwerpse Nederpolders. Des recherches plus ciblées fournissent sans doute davantage de résultats.

### 2.3.2. *Principales séries de sources*

Les archives du mouvement écologiste sont très disparates. Pour les premières années, lorsqu'il consistait essentiellement en réseaux personnels et actions spontanées, le matériel d'archives est plus rare. Pour la période suivante, quand le mouvement écologiste déploya des structures plus formelles, les archives renferment pour l'essentiel les mêmes types de sources que les autres organisations, à savoir de la correspondance diverse, des rapports de groupes de travail, des procès-verbaux d'assemblées générales, des dossiers relatifs à la préparation des actions ainsi que des rapports annuels.

## 2.4. *Publications*

### 2.4.1. *Internet*

Les grandes organisations écologistes sont pour la plupart encore actives et disposent d'un site internet. On peut entre autres y consulter des annonces relatives aux campagnes en cours, des dossiers sur diverses thématiques environnementales, des communiqués de presse, des rapports annuels, etc. Le site du Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen ([www.bondbeterleefmilieu.be](http://www.bondbeterleefmilieu.be)) comprend un grand nombre de dossiers sur les thématiques environnementales les plus diverses ainsi qu'un moteur de recherche en ligne relié à son centre de documentation. On y trouve également des liens vers toutes les organisations membres disposant d'un site internet. Même chose pour sesendants wallon et bruxellois, Inter-Environnement Wallonie et Inter-Environnement Bruxelles ([www.iewonline.be](http://www.iewonline.be) et [www.ieb.be](http://www.ieb.be)). Le site de Gaia ([www.gaia.be](http://www.gaia.be)) présente des actualités sur les campagnes en cours et des rapports, ainsi qu'un aperçu de la législation belge existante concernant les animaux. Le site [www.greenpeace.org/belgium](http://www.greenpeace.org/belgium) propose également les anciens numéros du magazine de Greenpeace. Les sites des branches belges des organisations internationales WWF et Friends of the Earth sont disponibles aux adresses [www.wwf.be](http://www.wwf.be) et [www.foe.org](http://www.foe.org). Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel a fusionné en 2015 avec Climaxi ([www.climaxi.be](http://www.climaxi.be)). En ce qui concerne les mouvements plus traditionnels de protection de la nature, les sites de la Koninklijke Vereniging voor Natuur- en Stedenschoon ([www.kvns.be](http://www.kvns.be)) et Natuurpunt ([www.natuurpunt.be](http://www.natuurpunt.be)) valent le détour.

### 2.4.2. *Publications périodiques*

Les grandes organisations environnementales en Belgique disposent généralement d'un magazine destiné à leurs membres, ce que Greenpeace décrit comme le chaînon le plus essentiel de la communication entre l'organisation et ses sympathisants. Ces magazines souvent richement illustrés renferment surtout, comme les sites internet, des informations sur des dossiers particuliers, les campagnes réussies et quelques entretiens, concernant aussi bien la Belgique que l'étranger. Pour les premières années du mouvement écologiste, la situation est moins engageante, même si les publications périodiques étaient jugées essentielles pour sensibiliser les membres. Toutefois, en raison du manque de moyens, ces publications paraissaient à intervalles très irréguliers et eurent par conséquent une brève existence. L'organisation VAKS publia ainsi trois magazines différents entre 1976

et 1981. Il est généralement possible d'en retrouver quelques exemplaires dans les archives des différents groupes d'action.

Nous nous limitons ici à un aperçu des périodiques des plus grandes organisations environnementales belges. De nombreuses publications sont désormais uniquement produites en ligne pour des raisons écologiques évidentes.

Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen :

*Milieurama*. Bruxelles, 1981-2006.

Wereld Natuur Fonds :

*Panda. Maandblad van het Wereld Natuur Fonds Nederlands*. Bruxelles, 1966-.

Greenpeace :

*Greenpeace magazine*. Bruxelles, 1990-.

Friends of the Earth Vlaanderen et Bruxelles :

*Bulletin Friends of the Earth. Driemaandelijks tijdschrift van Friends of the Earth*. Gand, 1991-2008.

Verenigde Aktiegroepen voor Kernstop :

*Energiek. Informatie over energie en samenleving*. Anvers, 1978-1985.

*Kater. Driemaandelijks tijdschrift voor kernenergie*. Lembeke, 1976-1978.

Gaia :

*Vrijdier. Voor mensen die geven om dieren*. Bruxelles, 2001- (continué sous le titre *Gaia Magazine – Voice of the Voiceless*).

Natuurpunt Vlaanderen :

*De Wielewaal*. Turnhout, 1934-2001. Continué par :

*Natuur.blad*. Bruxelles, 2001-.

Koninklijke Vereniging voor Natuur- en Stedenschoon :

*Natuur- en Stedenschoon*. Anvers, 1964-1999. Continué par :

*Land in zicht*. Anvers, 2000-.

### 3. Le tiers-mondisme, le mouvement de solidarité internationale et l'altermondialisme

*Jan Van de Poel*

#### 3.1. Bibliographie

##### 3.1.1. Études générales

- ACHTERHUIS (H.), BARREZ (D.), BOSSUYT (J.) e.a. *Het orkest van de Titanic. Werken aan andere Noord-Zuid verhoudingen*. Bruxelles, 1993.
- BASTIAENSEN (J.). *De knuppel en het hoenderhok. Zijn de NGO's klaar voor de 21<sup>e</sup> eeuw?* Anvers, 1998.
- BOSSUYT (J.), DEVELTERE (P.) e.a. *Don Quichote voorbij. NGO's zoeken het ritme van de globalisering*. Bruxelles, 2000.
- CHRISTIAENS (K.). From the East to the South, and Back? International Solidarity Movements in Belgium and New Histories of the Cold War, 1950s-1970s, in *Dutch Crossing*, 39, 2015, 3, p. 33-50.
- CHRISTIAENS (K.). *Orchestrating Solidarity. The Third World Agency, Transnational Networks and the Belgian Mobilization for Vietnam and Latin America 1960s-1980s*. Louvain, thèse de doctorat inédite KUL, 2013.
- DE BRUYN (T.), VAN DE POEL (J.). Van hulp naar een gelijkwaardig partnerschap? De Belgische ontwikkelingssamenwerking en India, in GODDEERIS (I.), ed. *Het wiel van Ashoka. Belgisch-Indiase contacten in historisch perspectief*. Louvain, 2013, p. 103-120.
- DESMET (B.), DEVELTERE (P.). *Tien jaar studie en onderzoek naar de Belgische derdewereldbeweging. Geannoteerde bibliografie van de belangrijkste studies en onderzoeken van 1993 tot 2002*. Louvain, 2002.
- DEVELTERE (P.). *De Belgische ontwikkelingssamenwerking*. Louvain, 2005.
- DEVELTERE (P.). De derdewereldbeweging: nieuwe sociale beweging en netwerk-beweging, in *RBHC*, 2004, 3, p. 421-443.
- DE VOS (P.), MERCKX (F.), VANDEPITTE (M.), VANDUPPEN (D.). *NGO's: Missionarissen van de nieuwe kolonisatie*. Berchem, 1994.
- GOTOVICH (J.), MORELLI (A.), eds. *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*. Bruxelles, 2003.
- HENDRICKX (R.). Denken en Doen van het NGO-ontwikkelingswerk sedert 1960, in *Noord-Zuid cahier. Tijdschrift voor ontwikkelingssamenwerking*, 1990, 2, p. 3-10.
- HERTOGEN (E.), DEVELTERE (P.). De NGO-gemeenschap in de Europese landen, een beweging in expansie, in *Coprogram Jaarboek*, 2002.
- KIMWANGA (N.). *De la parole à l'acte. Le paradoxe des ONG belges de cofinancement*. Louvain-La-Neuve, 1999.
- PAQUOT (E.). *International Solidarity Organisations and Public Authorities in Europe. Comparative Study on National and European Aid and Consultation Schemes*. Paris, 2001.

- PEIRS (M.), DE MEYER (L.), VAN CRIEKINGE (J.). *De wereld van de ontwikkelings-samenwerking*. Bruxelles, 1996.
- ROZEMOND (S.) e.a. De derde wereldbeweging vanaf de jaren '50 tot nu, in *Vorming*, 1984, 8, p. 9-23.
- STANGHERLIN (G.). L'origine des ONG de coopération au développement en Belgique, in *CH CRISP*, 2001, n<sup>os</sup> 1714-1715.
- VAN DE POEL (J.). *Tussen participatie en representatie. Contextuele en structurele dimensies van de Vlaamse derde wereldbeweging*. Bruxelles, 2011.
- VERVLIET (E.) e.a. Eén strijd of botsende belangen? Andersglobaliseren in Vlaanderen, in *Noord Zuid cahier*, 2004, 4, 139 p.
- WALGRAVE (S.). De Vlaamse derde wereldbeweging, de ruggengraat van de hele bewegingssector, in HELLEMANS (S.), HOOGHE (M.), eds. *Van mei 68 tot 'Hand in Hand'. Nieuwe sociale bewegingen in België, 1965-1995*. Louvain, 1995, p. 29-49.
- WALGRAVE (S.). *Nieuwe sociale bewegingen in Vlaanderen: een sociologische verkenning van de milieubeweging, de derde wereldbeweging en de vredesbeweging*. Louvain, 1994.
- WYMEERSCH (P.). The Third World Movement. History and Future, in *Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen*, 1994, 3, p. 210-211.

### 3.1.2. Études d'organisations

- CHRISTIAENS (K.). Een verdedigingslinie van de revolutie. Nicaraguacomités in België en politieke solidariteit in een transnationaal netwerk (1977-1990), in *Brood en Rozen. Tijdschrift voor de Geschiedenis van Sociale Bewegingen*, 14, 2009, 4, p. 28-49.
- CLEYMANS (B.), PEETERS (B.). *Van Hulp tot Internationale Samenwerking. Het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking van 1966 tot 1990*. Bruxelles, 1990.
- CREVE (P.). L'Entraide socialiste et le tiers-mondisme. Entre organisation et mouvement, in GOTOVICH (J.), MORELLI (A.), eds. *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*. Bruxelles, 2003, p. 143-151.
- DEVELTERE (P.), STESENS (J.). *De vierde pijler van de ontwikkelingssamenwerking in Vlaanderen: de opmars van de levensverbeteraar*. Louvain, 2006.
- FALISSE (J.-B.). Artsen zonder Grenzen België als apolitieke organisatie (1985-1988), in *Brood en Rozen. Tijdschrift voor de Geschiedenis van Sociale Bewegingen*, 2011, 4, p. 25-51.
- JACOBS (D.). Verdrinken in de basis: de geschiedenis van Wereldscholen 1970-1983 of de kloof tussen basiswerk en animatie, in *De Nieuwe Maand*, 27, 1984.
- SCHOKKAERT (B.), VAN DE POEL (J.). *Het koekje bij de koffie. Het verhaal van 40 jaar OXFAM-wereldwinkels*. Berchem, 2011.
- TIMMERS (M.). *Van lekenapostolaat tot geïntegreerde streekontwikkeling. De geschiedenis van Ieder voor Allen*. Louvain, 1997.
- VAN DE POEL (J.). 35 Jaar Oxfam-Wereldwinkels: tussen groei en organisatorische vernieuwing, in *Brood en Rozen*, 2006, 4, p. 7-25.

VAN DOMMELE (M.). *Het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking van 1966 tot 1983. Een uniek, riskant avontuur van een dwarsligger*. Bruxelles, 1985.

Cet aperçu ne reprend pas de mémoires de fin d'études, bien que diverses organisations fassent l'objet d'un nombre considérable de mémoires. Ceux-ci peuvent être retrouvés grâce aux listes annuelles des mémoires soumis aux unités d'enseignement et de recherche, sections ou départements d'histoire contemporaine, des universités belges, qui sont publiées dans le *Bulletin d'information ABHC* (voir aussi [bvngabhc.wordpress.com](http://bvngabhc.wordpress.com)). Une liste de ces publications jusqu'en 2001 est disponible dans : FRANÇOIS (L.). *De vele gezichten van de nieuwste geschiedenis. Bibliografie van de licentiaatverhandelingen en doctoraatsproefschriften betreffende de nieuwste geschiedenis, tot stand gekomen aan de afdelingen geschiedenis van de Belgische universiteiten, 1945-2001*. Gand, 2003.

### 3.2. *Aperçu historique*

Le "mouvement de solidarité" est un champ hétérogène constitué de différentes organisations qui thématisent le problème de la globalisation d'une façon spécifique, sans toutefois proposer une approche uniforme. Des acteurs exogènes – des entreprises, des institutions ou des groupes de recherche, des média, des écoles, etc. – font également partie de ce mouvement. Le noyau est toutefois formé par des organisations non-gouvernementales (ONG) qui relient les différents acteurs au mouvement, ce qui amène certains observateurs à parler d'un mouvement d'ONG. Le concept d'ONG est toutefois très large, car il désigne quasiment toutes les organisations faisant partie de la société civile, située entre l'État et le marché. Nous traiterons uniquement des organisations qui s'occupent de façon permanente du domaine de la solidarité internationale, qui développent des activités tant au Nord qu'au Sud, et qui sont reconnues en tant que telles par leur environnement.

Les sociologues considèrent le mouvement de solidarité en Belgique comme "l'avant-garde" des nouveaux mouvements sociaux et comme l'expression la mieux organisée de ces derniers. Comparée aux autres pays européens, la Belgique compte un nombre relativement élevé d'ONG actives. Elles disposent d'un fort ancrage sociétal, car elles sont fortement liées avec des organisations ecclésiastiques, sociales, culturelles, et souvent même politiques. Ceci est une conséquence de la "pilarisation" de la société belge. Aujourd'hui, 113 ONG sont officiellement reconnues par les pouvoirs publics belges. Les fédérations d'ONG – la *NGO-federatie* en Flandre et *Acodev* en Belgique francophone – comptent respectivement 62 et 51 membres. La tendance vers une centralisation des moyens qui est perceptible dans la coopération au développement officielle, semble renforcer un mouvement de concentration au sein du secteur des ONG.

En outre, un secteur florissant prend de l'ampleur ces dernières années : les soi-disant "initiatives du quatrième pilier", qui regroupent toute une série d'institutions, d'organisations, d'associations et d'individus qui soutiennent ou lancent des projets de développement ou qui coopèrent avec des organisations ou des communautés du Sud. Deux composantes peuvent être distinguées au sein de ce quatrième pilier. La composante dite "institutionnelle" comprend des acteurs

comme des hôpitaux et des écoles, ou des groupements sociaux comme les syndicats qui coopèrent avec des partenaires de même nature dans le Sud. Ils se singularisent par le fait qu'ils ne s'occupent pas de façon prioritaire de coopération au développement au sens strict, mais qu'ils partagent leur connaissances et leurs pratiques spécifiques (en matière d'enseignement, de soins de santé ou de défense du travail) avec leurs partenaires au Sud. Ils disposent, chacun dans leur domaine, d'une aide fournie par les structures institutionnelles. La composante "particulière" est constituée d'un éventail très large de missionnaires, d'individus, d'amicales et d'ASBL. Ces acteurs s'occupent généralement de coopération au développement de façon directe, en collaboration avec des individus ou des associations du Sud.

La structure disparate des ONG belges s'explique par leur évolution historique dans le contexte des développements politiques belges et des conceptions du développement fluctuantes au niveau international. Nous distinguons, grosso modo, 5 phases différentes. Lors d'une première phase à la fin des années 1930, naissent des organisations caritatives qui ont pour but d'implanter des volontaires dans les macrostructures coloniales de l'époque; dans l'enseignement (par ex. *Volens*), les soins de santé (par ex. *Action Damien*, *Withuis voluntariaat*, etc.), les travaux d'infrastructures (par ex. *Coopibo*), etc. Après la Seconde Guerre mondiale, on assiste à l'apparition des ONG de deuxième génération qui se concentrent initialement sur les régions les plus touchées par la guerre, mais se tournent, à partir des années 1960, vers les nouveaux États indépendants du «Tiers-monde». Les organisations de développement nées dans la foulée de la décolonisation mondiale forment une troisième génération. Certaines sont venues se greffer sur d'anciennes relations coloniales, notamment au sein des instituts de mission. Des comités de soutien locaux, devenus des ONG à caractère national (par ex. DMOS-COMIDE), voient le jour autour des missionnaires belges – essentiellement en Afrique centrale. D'autres organisations s'inspirent des différentes campagnes internationales menées dans le cadre de la «première décennie du développement» des Nations Unies (par ex. sos-Faim).

Toujours pendant les années 1960 et au début des années 1970, les partis politiques et organisations syndicales mettent également sur pied leurs propres ONG. En 1962, un congrès du Parti libéral institue une organisation de soutien au Tiers-monde, DELIPRO. *Socialistische Solidariteit*, fondée en 1936 par solidarité avec les militants de gauche de l'Espagne franquiste, devient le *Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking* (FOS) en 1963. Au sein du bloc chrétien, *Broederlijk Delen* est créé en 1962 pour donner un «sens contemporain à la tradition du carême». *Ieder voor Allen* devient l'ONG du Boerenbond en 1964, tandis que le mouvement ouvrier chrétien fonde l'ONG *Wereldsolidariteit* en 1971. Toutes ces organisations ont pour dénominateur commun un ancrage institutionnel très fort. Cela va changer dans les années 1970 lorsque différentes initiatives voient le jour en dehors des macrostructures traditionnelles de la Belgique "pilarisée". Cette quatrième génération naît dans le contexte du mouvement de contestation post-mai 68. Ces organisations définissent clairement le «problème de la pauvreté» en termes politiques structurels. Cette attitude critique se traduit par des essais de nouvelles formes d'organisation et d'action. Ce courant «tiers-mondiste» a une forte influence politisante sur les autres organisations, de sorte qu'il est devenu

courant au sein du mouvement de solidarité d'analyser la problématique du développement comme un problème structurel. Le rassemblement des différentes initiatives morcelées en organisations coupoles constitue une autre évolution importante de la période postcoloniale. En 1964, les ONG catholiques – majoritaires à l'époque – se rassemblent au sein de l'*Internationale Coöperatie – Coöperation technique internationale* (ITECO, appelée *Intercodev* à partir de 1970). En 1966, le *Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking – Centre national de Coopération au Développement* (NCOS / CNCDD) est fondé en vue de coordonner plusieurs comités opérationnels dans différents secteurs (aide aux réfugiés, accueil des stagiaires étrangers, lutte contre la faim et soutien au volontariat outre-mer). En 1978, le Centre se scinde en une aile flamande (11.11.11) et une aile francophone (CNCDD-11.11.11) autonomes. Enfin, les années 1980 voient l'arrivée d'un courant « anti-tiers-mondiste » – la cinquième génération – qui s'oppose au discours de dépendance dominant et impute la responsabilité au Tiers-monde. Fort de la devise « C'est pas nous, c'est eux », ces « techniciens sans frontières » se limitent essentiellement à offrir une aide humanitaire en cas de situations d'urgence (famine, catastrophes naturelles, etc.).

Les ONG sont au cœur même du récent mouvement altermondialiste. Il s'agit d'un réseau transnational qui ne peut se réduire à quelques ONG ou coalitions bien délimitées. C'est en revanche un cadre ouvert dynamique sans interactions clairement coordonnées entre les acteurs. ONG internationales, nationales et locales, mouvements sociaux, fondations, universitaires, fonctionnaires, entreprises, militants, etc. s'emparent de la problématique et composent un discours, sans qu'un organe de décision central définisse une stratégie et une tactique. C'est l'opposition à la mondialisation néolibérale qui rassemble ces différents acteurs. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent au mouvement de mobiliser rapidement et très largement. En 1988, une coalition de 133 groupes rassemble plus de 80.000 personnes à Berlin pour protester auprès du FMI et de la Banque mondiale contre la problématique de la dette des pays en voie de développement. Il faut attendre la révolte zapatiste dans l'État mexicain du Chiapas en 1994 pour que le mouvement acquière une certaine visibilité. À partir de ce moment, les accords du G8, de l'OMS, du FMI, etc. – symboles de la mondialisation néolibérale – deviennent la cible d'actions de mobilisation massive. En 2001, le mouvement organise un premier Forum social mondial – le pendant altermondialiste du Forum économique mondial de la station de ski mondaine de Davos – dans la ville brésilienne de Porto Alegre. Ces évolutions ont eu une influence indéniable sur le mouvement de solidarité. Les thématiques relatives à l'altermondialisme ont pénétré le discours des ONG et les nouvelles formes d'action et de mobilisation ont été suivies avec intérêt par les ONG qui les ont ensuite intégrées à leur répertoire. En marge des ONG, de nouvelles organisations ont vu le jour en réponse aux nouvelles évolutions, souvent en tant que sections nationales ou régionales d'organisations internationales comme ATTAC (section flamande du mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions) ou A SEED (groupe d'action pour la solidarité, l'environnement, l'égalité et la diversité).

### 3.3. Archives

#### 3.3.1. Conservation et inventarisatie

En 2016, on ne peut toujours pas parler de conservation systématique et d'ouverture à la recherche des archives du mouvement de solidarité. Un changement est toutefois perceptible chez certaines ONG qui déposent leurs archives dans des institutions d'archives privées comme AMSAB-ISG, KADOC ou CAVA. Le fossé entre les deux régions du pays est frappant. Alors que les établissements d'archives en Flandre tentent d'ouvrir à la recherche les archives du mouvement de solidarité, la Wallonie accuse visiblement un certain retard. Grâce à cette prise de conscience, des nombreux et importants fonds d'archives ont été ouverts à la recherche auprès des organisations elles-mêmes ou par le biais des institutions d'archives. Un nombre croissant d'inventaires et de listes de placement est désormais accessible sur le site internet d'ODIS ([www.odis.be](http://www.odis.be)). Voici un bref aperçu du matériel selon le dépôt d'archives concerné :

##### AMSAB-ISG

L'AMSAB-ISG possède depuis peu un nombre limité d'archives ayant appartenu à des organisations du mouvement de solidarité. Il s'agit d'importantes archives d'organisations telles que Oxfam-Wereldwinkels / Oxfam-Magasins du monde (y compris les secrétariats provinciaux), la fédération flamande des ONG Coprogram (1967-2000), Intercodex (1970-1994) et l'organisation faïtière des ONG 11.11.11. En outre, l'AMSAB-ISG possède de nombreuses archives d'organisations et d'initiatives locales qui se situent clairement dans la mouvance gauchiste et tiers-mondiste. La collection comprend également un grand nombre de périodiques et de publications uniques édités par des organisations très diverses. Il n'existe pas d'inventaire pour certaines de ces archives (Oxfam-Wereldwinkels, Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking, Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking). Pour d'autres, des descriptions générales sont en revanche disponibles :

BOECKX (B.). Het archief van Oxfam-Wereldwinkel Antwerpen, in *Brood en Rozen*, 2002, 4, p. 42-45.

CREVE (P.), DE CONINCK (R.). Het archief van het Midden-Amerika Komitee Gent, in *Brood en Rozen*, 2001, 3, p. 93-94.

CREVE (P.), DE CONINCK (R.). Het archief van het Vlaams Guatemalacomité, in *Brood en Rozen*, 2001, 3, p. 94-97.

CREVE (P.). Tussen caritas en revolutie. Het archief van Sago-Latijns-Amerikacentrum, in *Brood en Rozen*, 2000, 3, p. 37-39.

DE CONINCK (R.). *Inventaris van het archief van Agence de Presse Libération-Belgique, 1972-1993*. Gand, 2005.

HEMMERIJCKX (R.). Het archief van het Eritrea-komitee Gent, in *AMSAB-Tijdingen*, 1995, p. 15-17.

HEMMERIJCKX (R.). Archief van Wereldscholen CVA-afdeling Leuven, in *Brood en Rozen*, 1997, 2, p. 39.

SAVELS (M.). Het archief van Oxfam-Wereldwinkels, in *Brood en Rozen*, 2013, 2, p. 77-83.

VERMOTE (M.). *Stortingslijst van het archief van het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking, 1966-1993*. Gand, 2003.

## KADOC

Le KADOC dispose d'une série relativement vaste d'archives provenant de plusieurs ONG chrétiennes de la troisième et de la quatrième génération (Aucam, Atol, Butarefonds voor Ontwikkelingshulp, Village Reconstruction Organisation, Ieder voor Allen, Vredeseilanden / Coopibo / FADO, Medicus Mundi, Trias). Le moteur de recherche du site ODIS ([www.odis.be](http://www.odis.be)) et le catalogue Lias ([www.lias.be](http://www.lias.be)) permettent de trouver les informations essentielles sur ces organisations ainsi qu'un lien vers la localisation des archives. Voici les principales listes de placement disponibles :

DHAENE (L.). *Plaatsingslijst van het archief van het Butarefonds voor Ontwikkelingshulp*. Louvain, 2004.

KWANTEN (G.). *Plaatsingslijst van het archief Broederlijk Delen-Welzijnszorg Oost-Vlaanderen*. Louvain, 2006.

*Plaatsingslijst van het archief van Wereldscholen*. Louvain, s.d.

*Plaatsingslijst van het archief van Wereldsolidariteit*. Louvain, s.d.

*Plaatsingslijst van het archief van TRIAS*. Louvain, 2004.

SCHOKKAERT (L.). *Plaatsingslijst van het archief Samenwerking Latijns-Amerika (1958-1997)*. Louvain, 1997

VAN BEECK (T.). *Plaatsingslijst van het archief Broederlijk Delen*. Louvain, 2006.

## CAVA

Depuis 2012, les archives de la Vrije Universiteit Brussel et celles du Centrum voor Vrijzinnig Humanistisch Erfgoed sont gérées par un même centre, CAVA. Ce dernier possède un certain nombre d'archives provenant d'initiatives et d'ONG situées dans la mouvance de la libre-pensée. Il s'agit notamment des archives de l'Universitair Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (UCOS) et de la Humanistische Organisatie voor Ontwikkelingssamenwerking (HOOS). Les inventaires de ces archives sont consultables via [www.cavavub.be](http://www.cavavub.be).

Pour la Belgique francophone, la moisson est très maigre. Il y a un retard évident dans le domaine de l'ouverture à la recherche des archives historiques provenant des nouveaux mouvements sociaux et du mouvement de solidarité en particulier. Mentionnons malgré tout plusieurs archives personnelles dans les Archives du Monde catholique (ARCA) à Louvain-la-Neuve, à savoir les papiers du baron Antoine Allard (1907-1981 : pacifiste, fondateur d'Oxfam-Belgique) et de Jean Van Lierde (1926-2006 : objecteur de conscience et militant de diverses organisations tiers-mondistes).

Le CEGESOMA a lui aussi acquis ces dernières années plusieurs archives intéressantes relatives au mouvement de solidarité, notamment sur les objecteurs de conscience, le soutien à l'opposition au Congo et en Afrique du Nord, les archives du Bureau des églises et missions protestantes en Afrique centrale. Pour plus d'informations, voir le site du CEGESOMA : [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be).

Il convient ensuite de signaler que de nombreux éléments d'archives du mouvement de solidarité peuvent être retrouvés de manière indirecte. Ils peuvent en effet être conservés dans les archives d'organisations d'autres mouvements sociaux ou dans des archives privées. Il n'est pas possible, dans ce cadre, de donner un aperçu exhaustif, mais quelques exemples peuvent illustrer l'intérêt de cette piste de recherche. Les archives de l'ACW fournissent par exemple de nombreuses

informations sur l'ONG chrétienne Wereldsolidariteit, les archives du Boerenjongerenbond / KLJ sur Ieder voor Allen, les archives du Katholieke Jeugdraad sur le NCOS, les archives du PSB sur le FOS. Il en va de même pour les personnes privées.

Une troisième piste mérite d'être mentionnée. De nombreuses organisations concernées sont encore actives et conservent d'importantes séries au sein de leur secrétariat. Il vaut donc la peine de prendre contact avec elles et de réaliser des recherches sur place.

### 3.3.2. Principales séries de sources

Il s'agit, dans la plupart des cas, d'archives d'organisation relativement traditionnelles. La plupart des ONG ayant adopté relativement tôt dans leur histoire la forme juridique d'une ASBL, les séries les plus complètes se composent de rapports des conseils d'administration et de procès-verbaux des assemblées générales. Ces sources sont cruciales pour l'étude des processus décisionnels et du champ d'action de l'organisation en question. Les ONG ont souvent délégué des aspects de leur politique à des groupes de travail, des groupes d'études, des commissions, etc. qui permettaient à l'organisation de suivre les débats de préparation à la formulation des politiques. On retrouve souvent ces rapports dans les archives, bien que leur continuité soit parfois variable. Dans certains cas, on retrouve de larges séries de correspondances, circulaires, etc. Les rapports d'activité annuels et les rapports annuels qui devaient être établis pour les autorités financières constituent une autre série importante de sources. Ils offrent un aperçu très détaillé des finances des ONG concernées.

## 3.4. Publications

### 3.4.1. Internet

Étant donné que de nombreuses organisations du mouvement de solidarité sont encore actives, il est possible de trouver de nombreuses informations les concernant sur internet. Les sites des ONG faïtières flamande et francophone ([www.11.be](http://www.11.be) et [www.cncd.be](http://www.cncd.be)) constituent un bon point de départ. Ils proposent en effet des renseignements sur les campagnes et les évolutions actuelles au sein du mouvement de solidarité, de même que les textes les plus récents des rapports annuels, rapports financiers, rapports d'activité ou les principaux textes de référence sur la structure et la politique des coupoles. Les sites publient également une fiche d'information pour chacune des ONG affiliées, accompagnée de coordonnées de contact. Les sites des fédérations flamande ([www.ngo-federatie.be](http://www.ngo-federatie.be)) et francophone ([www.acodev.be](http://www.acodev.be)) proposent des informations détaillées sur la législation relative aux ONG, les rapports annuels les plus récents et de nombreux rapports d'études récents. Le mouvement a lancé dernièrement une nouvelle initiative: [www.ong-livreouvert.org](http://www.ong-livreouvert.org). Cette base de données regroupant des informations sur et de la part des organisations membres des fédérations d'ONG décrit les secteurs d'activité, le personnel, les mécanismes de répartition des dons et des subsides pour chaque ONG. Il convient également de mentionner plusieurs autres sites qui peuvent fournir des informations sur l'idéologie, les actions et l'organisation du mouvement, notamment [www.pala.be](http://www.pala.be) et [www.ikwilniet.org](http://www.ikwilniet.org).

Le mouvement altermondialiste communique et informe principalement par voie numérique: on ne peut donc pas parler d'archives au sens traditionnel du terme. Il s'agit d'un mouvement mondial qui replace les différents sujets abordés dans un contexte international. Nous indiquons ici une sélection de «sites de référence» qui analysent les évolutions du mouvement et offrent de nombreuses pistes heuristiques: [www.attac.org](http://www.attac.org), [www.globalpolicyforum.org](http://www.globalpolicyforum.org) (informations concernant le Forum social mondial et les organisations qui s'occupent de "global governance"), [www.thirdworldnetwork.net](http://www.thirdworldnetwork.net) (plateforme d'ONG qui s'occupent au niveau mondial de la globalisation), [www.indymedia.org](http://www.indymedia.org) (centre de media indépendant également centré sur les problèmes de la globalisation), [www.ips.org](http://www.ips.org) (agence de presse alternative accordant une grande attention aux développements internationaux et à la mondialisation) et [www.mo.be](http://www.mo.be) (site d'informations alternatif axé sur la coopération internationale, le développement et la globalisation).

### 3.4.2. Publications périodiques

Il est impossible d'énumérer tous les magazines de toutes les ONG. Nous ne donnons par conséquent qu'un court descriptif des types de publications les plus courants. Puis nous donnons un bref résumé des magazines du mouvement qui nous semblent les plus importants.

Les magazines publiés par la plupart des ONG se présentent sous la forme de revues destinées avant tout à informer et à former leurs membres. Ils comportent de courts articles présentant certaines activités et campagnes, offrent des explications sur les pays et les projets, etc. Les rubriques abordant le courrier des lecteurs ou les réactions des groupes locaux s'avèrent souvent intéressantes. La plupart des revues publient également des rapports résumés des assemblées générales où sont adoptées des options politiques importantes. On note bien sûr des différences considérables au sein de ce type de magazines. Certaines revues servent uniquement à diffuser des messages très concrets et des informations pratiques. D'autres ont un projet plus ambitieux et tentent de transmettre plus de contenu à leurs lecteurs. C'est le cas de la revue publiée par le CNCD depuis 1996. Cette publication a toujours été une référence sur les évolutions de la politique internationale, la politique de développement des institutions internationales, les autorités publiques belges et les ONG. C'était par ailleurs un instrument important de mobilisation du mouvement. Depuis 2003, la revue a été élargie et fonctionne désormais comme caisse de résonance pour le mouvement altermondialiste au sens large. Les brochures de promotion diffusées à large échelle constituent un deuxième type de publications. Il s'agit plutôt de publications peu informatives qui servent avant tout à accroître la collecte de fonds.

Broederlijk Delen:

*Info Broederlijk Delen*. Bruxelles, 1977-.

Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking:

*Kort verslag*. Bruxelles, 1987-2004. Publié ensuite sous le titre: *Fosfor*. Bruxelles, 2004-.

NCOS / CNCD :

- NCOS *Nieuws. Tweemaandelijks informatieblad*. Bruxelles, 1977-1990.  
*De Wereld Morgen / Demain le monde*. Bruxelles, 1966-2003. Publié ensuite sous le titre :  
*MO-Magazine*. Bruxelles, 2003-.  
*Imagine demain le monde*. Bruxelles, 2003-.  
*Noord Zuid cahier. Tijdschrift voor ontwikkelingssamenwerking*. Bruxelles, 1988-1999.  
*MO\* Noord Zuid cahier. Driemaandelijks tijdschrift voor mondiale verhoudingen*. Bruxelles, 1999-2006. Continué par : *MO\* Papers*. Bruxelles, 2006- (en ligne sur [www.mo.be](http://www.mo.be)).  
*11.11.11-Info. Bulletin trimestriel*. Bruxelles, 1977-2002.  
*Les Cahiers du tiers monde*. Bruxelles, 1979-1988. Publié ensuite sous le titre :  
*Les Cahiers de la coopération internationale*. Bruxelles, 1988-.

Vredeseilanden :

- Van hart tot hart / Du cœur au cœur*. Bruxelles, 1965-1981.  
*Vredeseilanden Magazine. Tweemaandelijks tijdschrift*. Louvain, 1988-.

Wereldsolidariteit :

- Wereldsolidariteit Actiekrant*. Bruxelles, 1997-1991. Publié ensuite sous le titre :  
*Wereldburger*. Bruxelles, 1992-.

#### 4. Le mouvement LGBT (lesbien, gay, bisexuel et transgenre)

*Bart Hellinck*

##### 4.1. Bibliographie

- DE GENDT (L.). *Lesbiënegroepen in Vlaanderen tussen 1974 en 1994. Lesbiennes, thuis in (w)elke beweging?* Louvain, 1995.  
DUPONT (W.). *Free-Floating Evils. A Genealogy of Homosexuality in Belgium*. Anvers, thèse de doctorat inédite UA, 2015.  
DUPONT (W.), ROELENS (J.), HOFMAN (E.). *Verzwegen verlangen. Een geschiedenis van homoseksualiteit in België*. Anvers, 2017.  
HELLINCK (B.). *1981-2006. 25 jaar strijd tegen aids in Vlaanderen*. Gand, 2006.  
HELLINCK (B.). "Een droom waarvan we nooit konden vermoeden dat hij mogelijk zou zijn." *Bijdrage tot de geschiedenis van 50 jaar homo- en lesbiennebeweging in Vlaanderen (1953-2003)*. Gand-Bruxelles, 2003.  
MESSINA (M.). *Des Biches Sauvages aux Lesbianaires. Le lesbianisme politique à Bruxelles (1972-1982)*. Bruxelles, 2011.

Consultez également les chroniques de divers auteurs depuis 1986 au sein des annuaires de CGSO Trefpunt/Sensoa (Centre flamand d'expertise sur la santé sexuelle).

## 4.2. Aperçu historique

Suite à la condamnation d'Oscar Wilde en 1895, Magnus Hirschfeld, médecin allemand, prend la mesure des composantes politique et sociale de la répression homosexuelle. Deux ans plus tard, il crée à Berlin le *Wissenschaftlich-humanitäres Komitee*, le premier mouvement d'émancipation homo au monde. En sensibilisant la population et les instances politiques, il vise notamment l'abolition du paragraphe 175 du Code pénal interdisant les contacts homosexuels. En 1911, une section néerlandaise voit le jour, en réaction à l'introduction de l'article 248bis qui porte l'âge de la majorité sexuelle à 21 ans pour les homosexuels.

Le Code pénal belge ne comportait pas de clause discriminante à l'époque (elle n'apparaîtra, curieusement, qu'en 1965); ce qui explique, en partie du moins, pourquoi le mouvement homo et lesbien se fera (plus) longtemps attendre chez nous. Finalement, c'est l'*International Committee for Sexual Equality* – une instance internationale opérant à partir des Pays-Bas – qui va faire office d'aiguillon au début des années 1950 et déboucher, en 1953, sur la création du *Centre culturel belge* (CCB) / *Cultuurcentrum België*, à l'initiative d'une Bruxelloise connue sous le pseudonyme de Suzan Daniel.

Un an plus tard, Suzan Daniel décidera pourtant de jeter le gant lorsqu'il sera avéré que les homosexuels masculins attirés par le centre recherchaient un club privé plutôt qu'une organisation luttant en faveur de l'émancipation. Pendant longtemps, seul un groupe extrêmement restreint de personnes est impliqué. Mais progressivement, les années 1960 vont être le témoin d'une évolution : une antenne flamande est créée à Anvers et quelques personnes tentent une approche plus rigoureuse par le biais de l'organisation de colloques qui permettront de rallier les premiers sympathisants externes.

Jusqu'à la fin des années 1960, la sphère d'influence reste limitée à Bruxelles et Anvers. Ensuite, elle connaît une première accélération avec la création de nombreux nouveaux groupes, également au sein de villes moins importantes. En fonction de la situation locale, une attention plus grande est accordée au fonctionnement interne (modalités d'accueil) ou à l'organisation externe (sessions d'information). Quelques années plus tard, les premiers groupes lesbiens autonomes verront le jour, dont le lesbianisme radical qui va s'ancrer au sud de la frontière linguistique en particulier. Notons que le paysage allait, globalement et pendant longtemps encore, demeurer beaucoup plus aride du côté francophone (et certainement hors de Bruxelles). Assez rapidement, des collaborations se nouent. Une première tentative au niveau belge échoue. En Flandre, une instance pluraliste ainsi qu'une structure d'inspiration plus chrétienne sont créées. Ces deux instances fusionnent en 1977 pour donner naissance à la *Federatie Werkgroepen Homofilie*. Du côté francophone, il faudra patienter encore au moins deux décennies pour voir éclore une collaboration durable.

Au cours des années 1970, quelques noyaux plus radicaux émergent à gauche qui postulent une plus grande ouverture et mettent en avant la confrontation et la conscience de soi. Le mouvement homo et lesbien, étrié et trop conformiste, est balayé d'un revers de main et l'on aspire à une forme de solidarité avec d'autres groupements minoritaires. Pour la première fois, l'homosexualité descend dans la rue.

Des tensions internes (entre hommes et femmes, croyants et athées, ailes ‘droite’ et ‘gauche’, ...) exacerbées par la crise économique, une certaine droitisation du climat social et l’émergence du sida, conduisent au milieu des années 1980 à la disparition quasi totale du mouvement homosexuel et lesbien. Si ce mouvement met la fin de cette décennie à profit pour tenter de se relever de ses épreuves, force est de constater que, malgré de louables efforts, il est toujours faible vers 1990. Ce n’est qu’ensuite que ce mouvement et la position sociale des homos et des lesbiennes vont connaître un changement radical. Qui plus est, à un rythme auquel personne ne s’attendait.

Malgré quelques escarmouches, le rassemblement au sein du mouvement s’amplifie et s’exprime, entre autres, par la création de la *Belgian Lesbian and Gay Pride* à laquelle presque toutes les associations des deux côtés de la frontière linguistique adhéreront. Dans la même foulée, le mouvement connaît une hétérogénéité géographique et thématique de plus en plus grande (groupes de jeunes, clubs de sport LGBT, activités pour personnes mariées, seniors, allochtones). Le terme générique ‘LGB’ ou ‘lesbigay’ est créé, et les couleurs de l’arc-en-ciel symbolisent désormais le caractère multiforme de la ‘communauté’ LGBT, au détriment du rose. Le mouvement devient également plus pointilleux et veille à mettre l’accent sur la qualité des services proposés. Cette professionnalisation a notamment été stimulée par la reconnaissance du mouvement par les autorités publiques. En conséquence, l’on assiste tout à coup à un élargissement du champ des possibles sur le terrain politique également. Depuis, la thématique n’a plus quitté le devant de la scène : coming-out, anti-discrimination, contrat de cohabitation et ouverture du mariage, de l’adoption, Gay Games, ... La thématique transgenre a gagné du terrain au cours de la dernière décennie, par laquelle le mouvement LGBT ouvre un angle plus large sur l’orientation sexuelle, l’expression de genre et l’identité de genre.

### 4.3. Archives

Nous avons vu que l’émergence du mouvement homosexuel et lesbien remonte au début des années 1950 dans notre pays. Des informations relatives aux pratiques ou à la subculture homosexuelles de l’époque sont disponibles au sein d’archives judiciaires et policières (dans une moindre mesure qu’à l’étranger, toutefois, eu égard à l’absence de référence à l’homosexualité dans le Code pénal belge).

#### 4.3.1. Letterenhuis et Archives et Musée de la Littérature

En 1899, l’écrivain francophone Georges Eekhoud (1854-1927) publie *Escal-Vigor*, l’un des premiers romans au monde traitant de l’homosexualité, ce qui d’ailleurs valut un procès à l’auteur – qu’il gagna – pour atteinte aux bonnes mœurs. Eekhoud était notamment en contact avec Magnus Hirschfeld et l’écrivain néerlandais Jacob Israël de Haan. La Letterenhuis et les Archives et Musée de la Littérature possèdent plusieurs centaines de lettres de la main d’Eekhoud ou à lui adressées, dont la correspondance intime qu’il a entretenue pendant 35 ans avec Sander Pierron, ainsi que ses journaux intimes (partiellement censurés).

#### 4.3.2. *Archives nationales (Nationaal Archief) (La Haye)*

La naissance du Centre culturel belge en 1953 est directement liée à l'*International Committee for Sexual Equality* (ICSE), qui reçut le soutien du puissant mouvement homosexuel et lesbien néerlandais. Les archives jusqu'à l'année 1970 de cette Association néerlandaise pour l'intégration de l'homosexualité – COC (*Nederlandse Vereniging tot Integratie van Homoseksualiteit – COC*), en ce compris les documents de l'ICSE, sont conservées aux Archives nationales à La Haye. Elles comportent de précieuses informations à propos de la genèse du mouvement en Belgique.

#### 4.3.3. *AMSAB-ISG*

Au sein du mouvement homo et lesbien, l'intérêt porté aux documents d'archives était en général plutôt limité mais fort heureusement, les archives du *Rooie Vlinder* (groupe militant socialiste pour la libération de l'homosexualité) se sont frayées un chemin jusqu'à l'AMSAB-ISG, après la dissolution du groupe en 1981. Cette disparition signalait la fin de cinq années de militantisme homosexuel de gauche, qui vit l'organisation de nombreuses manifestations – dont les premières journées homos et lesbiennes – et propagea la culture 'janette'. Les archives comprennent des notes, des exégèses, des publications propres et, dans une moindre proportion, de la correspondance.

#### 4.3.4. *Rol en Samenleving (RoSa)*

Depuis sa création en 1978, le centre de documentation *Rol en Samenleving* s'est toujours intéressé à la thématique lesbienne. Il renferme la collection des anciennes *Archives lesbiennes* (constituées principalement d'une collection documentaire de revues, dépliants et brochures et dans une moindre mesure, des documents d'archives de groupes lesbiens en Flandre depuis 1975).

#### 4.3.5. *Atria (Amsterdam)*

Au milieu des années 1980, après une action couronnée de succès lors de la Journée de la Femme, naquit le *Lesbisch Doe Front* à Gand. Le groupe ambitionnait d'accroître la visibilité des lesbiennes et lança dès 1986 une Journée annuelle des Lesbiennes. Atria à Amsterdam abrite les archives relatives aux premières années. Les archives rédactionnelles de la revue lesbienne *Vrouwenwoorden / De (Paarse) Paperpot* (1983-1986) sont elles aussi conservées au sein de cette institution.

#### 4.3.6. *Fonds Suzan Daniel*

A quelques heureuses exceptions près, l'on doit déplorer qu'un grand nombre de documents aient été égarés au fil des ans, eu égard à la faible conscience archivistique du mouvement homo et lesbien. Pour pallier cet écueil, le *Fonds Suzan Daniel – archives et centre de documentation homo / lesbien* – fut créé. D'entrée, il a été décidé de conserver la collection au sein des institutions avec lesquelles un lien de collaboration a été scellé, à savoir l'AMSAB-ISG, KADOC et AVG. Elles peuvent y

être consultées mais, dans un souci de protection de la vie privée, les archives ne sont accessibles qu'après inventarisation et sous réserve d'autorisation accordée par le Fonds Suzan Daniel.

#### 4.3.6.1. Documents Suzan Daniel (conservés à l'AMSAB-ISG)

Suzan Daniel, pseudonyme de Suzanne De Pues (1918-2007), est en 1953 l'instigatrice du mouvement homo et lesbien belge, mais elle prendra rapidement ses distances suite à un conflit avec des homosexuels masculins. Ce n'est qu'en 1996 qu'on la 'redécouvre'. Ces archives sont en lien avec le fonctionnement éphémère du Centre culturel belge et avec son engagement au sein du mouvement homo et lesbien pendant la dernière décennie de sa vie.

#### 4.3.6.2. Archives de Walter Van Boxelaer (conservés à l'AMSAB-ISG)

Walter Van Boxelaer (1922-2010) a démarré sa carrière comme administrateur territorial adjoint au Congo mais de cette expérience résulta une confrontation décevante avec la pratique coloniale. Sa critique débouchera sur son licenciement. De retour en Belgique, après avoir lutté pendant des années contre ses penchants homosexuels, il entre en contact en 1961 avec le *Centre de Culture et de Loisirs de Bruxelles* et fonde ensuite une section flamande. Après 1965, ce groupe se retrouve sur une voie de garage, tout en continuant à exister jusqu'en 1990. Ses archives illustrent ses divers engagements, et constituent une mine d'informations à propos du mouvement homo et lesbien à peine éclos.

#### 4.3.6.3. Documents Paul Rademakers (conservés au KADOC)

En 1963, Paul Rademakers entre en contact avec le *Cultuur- en Ontspanningscentrum Vlaanderen*. Il devient, au cours des vingt années suivantes, l'un des plus éminents chefs de file du mouvement naissant, entre autres en tant que président du *Gespreks- en Onthaalcentrum Antwerpen*, qui fut le centre le plus important du pays dans les années 1970. Ses archives documentent toute la période de son engagement.

#### 4.3.6.4. Archives de Çavaria (conservées à l'AMSAB-ISG)

Vu que *Çavaria* – la nouvelle appellation de la *Holebifederatie*, le successeur de la *Federatie Werkgroepen Homoseksualiteit*, depuis 2009 – joue un rôle majeur en tant qu'organisation faîtière des groupes homos et lesbiens, il va sans dire que nous sommes, ici aussi, en présence d'archives éminemment importantes, tant sur les plans de la qualité que de la quantité. La portion d'archives jusqu'au début des années 1990 est inventoriée. Celles-ci illustrent non seulement le mode opératoire propre au producteur d'archives lui-même (car elles comportent notamment une mine d'informations à propos de la situation internationale et du contexte local des groupes affiliés ou non, en-deçà et au-delà la frontière linguistique, et ceci dès le début des années 1960) mais elles documentent également des évolutions sociétales plus larges concernant la masculinité/féminité, la sexualité et les relations, l'émergence du sida et les réactions face à celui-ci, ...

#### 4.3.6.5. Archives du *Leuvense Studentenwerkgroep Homofilie – De Roze Drempel* (conservées à l'AMSAB-ISG)

Vers 1969, de nouveaux groupes homos et lesbiens voient le jour dans plusieurs villes, chacun fortement déterminé par le contexte local. Le LSWH est créé à Louvain, à partir, entre autres, de l'*Universitaire Parochie* et de la *Federatie Studentenwerkgroepen Homofilie* fondée aux Pays-Bas. Les évolutions du mouvement homo et lesbien belge se reflètent également dans le fonctionnement de ce groupe : une phase plus militante à la fin des années 1970, un malaise au milieu des années 1980, un nouveau départ, ... Les archives sont constituées de manière assez peu homogène : certaines périodes sont bien documentées, tandis que d'autres années ou aspects du fonctionnement ne le sont pas du tout ou fort peu.

#### 4.3.6.6. Archives d'Atthis (conservées à l'AVG)

Après quelques années d'activité au sein du *Gespreks- en Onthaalcentrum* et du *Vrouwencentrum* d'Anvers, quelques lesbiennes décident de fonder en 1978 un groupe lesbien autonome à Anvers. Les archives des vingt premières années sont inventoriées et très complètes, accompagnées de comptes rendus, de rapports d'activités, de correspondance et d'autres documents de même nature.

#### 4.3.6.7. Documents Philip Turner (conservés à l'AMSAB-ISG)

Vers 1977, Philip Turner entre en contact avec le *Groupe de Libération des Homosexuels*. Ensuite, il s'implique dans divers autres groupes, dont des programmes pour homos sur des radios libres, la *Fédération des Groupes homosexuels de la Communauté française de Belgique*, *Appel Homo Sida / Aide Info Sida* et le *Cercle homosexuel étudiant*. Ses archives documentent toutes ces initiatives.

#### 4.3.6.8. Archives du *Lieve Deugd* (conservées au KADOC)

Pour bon nombre d'homos et de lesbiennes, la réconciliation de l'homosexualité avec la foi fonde une interrogation essentielle et celle-ci fut donc soulevée dès les prémices du mouvement. Au début des années 1980, cette réflexion mena à la création des centres *Homo en Geloof* dans plusieurs villes. Le groupe gantois voit le jour en 1985 et adopte rapidement un point de vue critique vis-à-vis de la société et de l'église. Plus tard, l'accent sera surtout mis sur d'autres aspects comme la rencontre, l'accueil, la profession de foi ou encore l'organisation d'activités de loisirs. Les archives de ce groupe sont assez complètes et constituent une belle illustration de l'évolution de l'aile croyante du mouvement.

#### 4.3.6.9. Archives de la *Vlaamse Aids Liga* (conservées à l'AMSAB-ISG)

Pour mieux faire face à la posture laxiste des autorités qui montraient peu d'empressement à s'emparer du thème du sida, les diverses initiatives fondatrices cherchèrent à se rapprocher les unes des autres. En Flandre, cela débouche sur la création de la *Ligue Sida* (flamande) en 1991. Mais sur le terrain, elle ne rencontrera pas le succès escompté, notamment à cause de la suspicion qui régnait entre les différents groupes, chacun redoutant une éventuelle perte d'autonomie. L'ASBL est dissoute en 1994, après que les autorités se sont enfin décidées à élaborer une

politique dans le domaine du sida. Le fonds d'archives est relativement exhaustif; il fournit de précieux renseignements tant du point de vue du fonctionnement administratif interne que des diverses initiatives de levées de fonds.

#### 4.3.6.10. Documents Roger Vertongen (conservés à l'AMSAB-ISG)

Roger Vertongen ne fut jamais actif au sein du mouvement homo, mais laissa à son décès des archives privées impressionnantes : une importante correspondance avec des homos du monde entier (dont des artistes comme Tom of Finland et Al Shapiro), des poèmes et des dessins, un texte autobiographique et des centaines de photos et diapositives. Ces archives, quoiqu'axées principalement sur les années 1950 et 1960, illustrent pratiquement toutes les phases et facettes de la vie de Vertongen.

Par ailleurs, signalons encore les archives du réalisateur Bavo Defurne, le groupe homo juif *Sjalhomo*, le département gantois de la *Roze Aktie Front*, ... Par le biais d'un fichier documentaire, bon nombre d'informations à propos notamment de bars, cafés, saunas, fêtes, librairies, ... LGBT sont déjà accessibles.

Les archives de *Wel Jong Niet Hetero* (le lien de partenariat entre les associations de jeunes LGBT), de *Stichting Aids Gezondheidszorg* ('la ligne téléphonique sida') et du programme radio *Pinkwave* sont d'ores et déjà transférées mais encore en attente d'inventorisation.

#### 4.3.7. Lesbiennes radicales

Pour être complet, notons encore que ce groupe, actif depuis 1978, dispose de contacts internationaux étendus et qu'il a collecté au fil des années une somme de documentation. Il semble que cette collection ne puisse pas être consultée par des hommes.

### 4.4. Publications

Les revues mentionnées ci-après constituent une mine d'informations non seulement à propos des développements au sein du mouvement LGBT mais également eu égard aux évolutions sociétales plus larges en termes d'homosexualité et de lesbianisme : *Amicitia* (1962-1965), *AR Infos / Tels Quels* (1981-2012), *De Janet* (d'Anvers) (1983-1993), *De Magneet* (1996-2014), *Gay* (1978-1981), *Gay Mag* (1993-1997), *Gebundeld Zweet* (1996-2000), *Gerust Geweten* (1984-1994), *Infoma / De Homokrانت / Homo- en Lesbiennekrانت* (1973-1993), *Ontmoeting* (1966-1970), *Regard* (1987-2002), *Rond Point* (1969-1974), *Rooie Vlinder* (1976-1981), *Uitkomst* (1989-2005), *ZiZo* (1993-), *Zonder Pardon* (1977-1988).

Depuis une quinzaine d'années, on assiste à la parution de revues plus commerciales comme *GUS*, *QT*, *Queensize*, etc. Des journaux néerlandais ou français comme *De Gay Krant* (1980-2014), *Gai Pied Hebdo* (1979-1992), *Têtu* (1996-2015) et *Zij aan Zij* (1992-) sont également des sources d'informations et font régulièrement le point sur la situation en Belgique.